



1



1

Cahier Sports, page 3

Malade de bureaucratie

Cahier Santé, page C1

Le passé sombre de l'Allemagne

Cahier Lectures, page B1

Bernhard Schlink


 MONTRÉAL | DIMANCHE 27 JANVIER 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 96 > 54 PAGES > 4 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Al-Jiddi s'est éclipsé en août

Il est revenu à Montréal après les attentats pour disparaître en novembre

KARIM BENESSAIEH

Al Rauf Al-Jiddi, ce présumé terroriste montréalais identifié par le ministère américain de la Justice, est décrit comme « un intellectuel, un homme posé qui ne disait jamais un mot plus haut que l'autre » par un commerçant qui l'a rencontré à plusieurs reprises.

Seul détail suspect, signale Mondher Rehayem, épicier de la rue Jean-Talon, Al-Jiddi lui a annoncé qu'il partait en voyage « aux Émirats » en août dernier, soit quelques semaines avant les attentats du 11 septembre. Il a ensuite été revu à Montréal en novembre dernier. Depuis, plus de nouvelles.

Au lendemain de l'annonce des autorités américaines, on a ainsi pu recueillir quelques témoignages — souvent sous le couvert de l'anonymat — sur la période montréalaise d'Al-Jiddi.

Al Rauf Al-Jiddi, un Tunisien de 36 ans, a immigré au Canada en avril 1991 muni d'un visa émis à Rabat, au Maroc. Il a obtenu la citoyenneté canadienne en 1995.

Il a habité jusqu'en novembre dernier au 7687 de la 22^e Avenue, à Rosemont. Selon un reportage de la CBC, les nouveaux occupants de l'appartement continuent de recevoir du courrier qui lui est destiné.

Un des voisins d'Al-Jiddi l'a décrit hier à *La Presse* comme un « étudiant étranger typique » bien tranquille. Il a cependant noté un va-et-vient constant dans cet appartement. L'homme, qui a refusé de donner son nom, a déclaré qu'il avait été « choqué » d'apprendre qu'Al-Jiddi avait vécu à cet endroit: il songe maintenant à déménager. « J'ai peur, je suis un travailleur sans histoire. »

Le propriétaire de l'immeuble s'est refusé à tout commentaire.

À quelques pâtés de maison de là, l'épicier Mondher Rehayem affirme qu'il a servi Al-Jiddi deux fois dans la dernière année. « Un plat de poisson et un sandwich », précise-t-il. Le présumé membre du réseau Al-Qaeda lui a fait l'impression d'être « le gars le plus gentil au monde ».



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse
Selon Mondher Rehayem, épicier de la rue Jean-Talon, Al-Jiddi est venu manger deux fois dans son établissement. « Il n'avait rien pour attirer l'attention », dit-il. Seul fait suspect, le présumé terroriste lui a fait part de ses projets de voyage en août dernier, quelques semaines avant le 11 septembre.

Ottawa se défend d'être une terre d'asile pour les terroristes

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA - Le Canada n'est pas une terre d'asile pour les terroristes, a martelé hier le nouveau ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, 24 heures après que les autorités américaines eurent identifié un Canadien comme étant le cinquième terroriste présumé membre de l'organisation Al-Qaeda.

Ce terroriste, Al Rauf Al-Jiddi, un Montréalais d'origine tunisienne âgé de 36 ans, est actuellement recherché par le FBI parce qu'il est soupçonné de faire partie d'un groupe de cinq terroristes appartenant au réseau d'Oussama ben Laden qui se préparent à commettre des attentats suicides aux États-Unis.

La dernière adresse connue d'Al-Jiddi, qui aurait quitté le Canada en novembre, soit quelques semaines après les attentats du 11 septembre, serait celle d'un immeuble de logements de la 22^e Avenue à Rosemont. L'individu serait arrivé au Canada en avril 1991, aurait obtenu la citoyenneté canadienne en 1995 et un passeport lui aurait été émis en 1999.

Hier, M. Graham a admis que certains pays pour-

raient être tentés de conclure que le Canada est devenu la lumière des dernières révélations. Mais il a invité ces mêmes pays à examiner l'ensemble de la filière terroriste avant de tirer de telles conclusions.

Il a aussi fait valoir qu'aucun des 19 terroristes responsables des attaques du 11 septembre n'était Canadien, soulignant qu'ils avaient vécu aux États-Unis pendant des années et avaient obtenu leur formation de pilote dans ce pays avant de passer à l'action.

« Qu'un ou deux Canadiens aient décidé d'adopter le credo terroriste ne fait pas du Canada un refuge pour les terroristes, pas plus qu'un Américain qui a lutté aux côtés des talibans en Afghanistan et qui subit un procès aux États-Unis fait de l'ensemble des États-Unis une terre d'asile pour les terroristes », a déclaré M. Graham, qui participait hier à une réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères du caucus libéral.

Voir OTTAWA en A2

C'est la fête SANS neige

SILVIA GALIPEAU

Peut-être devra-t-elle un jour changer de nom, modifier radicalement sa grille d'activités ou encore se dérouler à un meilleur moment dans l'année, toujours est-il que la fête des Neiges de Montréal avait bien piteuse mine hier. Des 30 000 personnes attendues, 5000 seulement ont pointé leur nez.

C'est que le lancement de la vingtième fête des Neiges n'avait rien de bien festif. Malgré la cérémonie d'ouverture et les divers spectacles d'animation, c'est plutôt la neige fondante qui volait la vedette. Impossible d'ignorer les grandes flaques d'eau sur la patinoire, les sculptures déglouinant au soleil et les sentiers mouillés et boueux (Voir notre page photos en A3). Au lieu d'un lancement, on aurait dit une clôture.

« C'est désastreux », a commenté Chantal Asselin, en compagnie de ses trois fistons, trempés. « Une fête des Neiges pas de neige, ce n'est pas fort », a renchéri son conjoint, Michel Desjardins.

« Oui, c'est une déception, parce que c'est un événement sur lequel on travaille depuis longtemps, a avoué hier Isabelle Phoenix, responsable des communications de la fête. Mais on ne désespère pas. » Il reste encore deux fins de semaine aux festivités, a-t-elle souligné, et peut-être Dame Nature sera-t-elle plus clémente.

La température a atteint les six degrés hier. Le soleil a brillé une bonne partie de la journée, faisant fondre aussi sec toutes les belles sculptures de glace préparées pour l'événement. On a dû mettre un terme à certaines activités, notamment à l'escalade sur la tour de glace, à quelques glissades sur tubes (chambres à air) et devancer l'événement du concours de vitesse de sculpture sur glace.

Voir NEIGE en A2

Voir AL-JIDDI en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	Horoscope	C10
- télévision	La presse d'ailleurs	A10
À tire-d'aile	Loteries	A2, A5
À votre tour	Monde	A9
Bandes dessinées	Mots croisés	A9
Bridge		B10, B11, C7
Décès	Lot mystère	C10
Éditorial	Petites annonces	C8
Étes-vous observateur?	- immobilier	C8
Feuilleton	- marchandises	C8, C9
Forum	- emploi	C9
Génies en herbe	- automobile	C9, C10
	Sciences	C5
	Têtes d'affiche	C6

MÉTÉO

Ciel variable
Maximum 3 > minimum -3



Le procès du nouveau siècle

« Le peuple américain adore les procès, c'est pour cela qu'il y en a tant à la télévision. Ne ratez pas ce procès. Soyez là. Il y aura des témoins. Il y aura des agents du FBI. Ils seront interrogés et contre-interrogés. »

Ainsi parlait James Brosnahan, l'un des cinq avocats de James Walker Lindh, jeudi, après la première comparution de celui que les médias appellent le « taliban américain ».

Brosnahan s'adressait à 200 journalistes, à l'extérieur d'un tribunal virginien, où son client, âgé de 20 ans, est accusé de complot en vue de tuer des Américains à l'étranger et de soutien à deux organisations



collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

leur fils.

« John aime les États-Unis », a déclaré le père, Frank Lindh, faisant fi des accusations du gouvernement. « John n'a pas pris les armes contre les États-Unis. Il n'a jamais voulu faire mal à un Américain. »

De son côté, la mère, Marilyn Walker, a exprimé son amour « inconditionnel » pour son enfant.

Voir PROCÈS en A2

Le dernier maître à penser

Il était une célébrité pour happy few, une vedette internationale — et confidentielle — des milieux intellectuels d'Europe, des deux Amériques et d'ailleurs. Il était le symbole d'une survivance.

Avec Pierre Bourdieu, mort mercredi soir à Paris, à l'âge de 71 ans, disparaît le dernier survivant d'une espèce englobante: celle des maîtres à penser.

Même si elle n'en avait pas l'exclusivité absolue, la France s'était fait au XX^e siècle une grande spécialité de ces maîtres à penser planétaires, qu'elle exportait à travers l'Occident (et les pays émergents),



collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

au même titre que la gastronomie et la haute couture. Il s'agissait d'intellectuels célèbres en qui de larges foules se reconnaissaient, que des partis politiques prenaient comme guides, ou qui étaient saisis par le démon du pouvoir et qui se mettaient en tête d'indiquer le chemin du bonheur aux larges masses.

Malgré une prodigieuse intelligence — et beaucoup d'ironie dans sa vie personnelle —, Jean-Paul Sartre a certainement été le plus célèbre spécimen de cette espèce.

Voir DERNIER en A4

LYSIANE GAGNON

CHAQUE MARDI, JEUDI ET SAMEDI



La Presse
cyberpresse.ca

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Sans abri à Toronto

Au cours des dernières semaines, le dossier des sans-abri a soulevé la controverse à Montréal. Fait-on mieux à Toronto, Londres, New York et Paris? Dans une série en quatre volets, *La Presse* propose un tour d'horizon de la situation dans ces grandes métropoles et capitales. Demain, la situation à Toronto.

À lire demain dans le cahier A

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Participez à notre concours *Portefeuille des lecteurs cyberpresse.ca/portefeuille*

> Tous nos chroniqueurs cyberpresse.ca/chroniqueurs

> Enron: le feuilleton se poursuit Cyberpresse.ca/enron

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Le retour de Charles

Aznavor vient nous voir. Notre journaliste l'a interviewé. Mardi, dans le cahier Arts & Spectacles



> La BAR à Barcelone?

Notre journaliste attend à Barcelone l'arrivée de la BAR et de Jacques Villeneuve. Cahier Sports mardi



> Profil PME

Un profil d'Above Sécurité, une firme qui sécurise les activités en ligne. Dans *La Presse Affaires*

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres: 1-7-1

À quatre chiffres: 9-4-3-8

LOTO 6/49 > 3-27-31-34-35-40

Compl.: 22

Extra: 4-0-0-2-6-9

SUITES DE LA UNE

AL-JIDDI

Suite de la page A1

« Il n'avait rien pour attirer l'attention, il était habillé comme vous et moi. » Il menait une vie rangée, ne dépensait pas de sommes remarquables d'argent et n'avait aucune conjointe connue.

M. Rehayem précise que cette affaire soulève bien des remous au sein de la communauté tunisienne de Montréal. « C'est sûr qu'on en parle, on se sent concernés. Mais personne ne le protège ni ne le cache: on ne sait pas où il est. »

Plus amer, un client de l'épicier qui requiert l'anonymat ajoute que les Tunisiens ne sont pas à l'abri de groupes comme Al-Qaeda. « C'est à nous qu'ils font du mal. Nous sommes une petite communauté de bons vivants, nous sommes multiculturels par définition. Et la communauté est menacée par ces gens-là. »

Selon les autorités américaines, Al Rauf Al-Jiddi serait le cinquième présumé terroriste apparaissant sur des bandes vidéo retrouvées en Afghanistan. Ces documents ont été retrouvés dans les décombres de la maison de Mohammed Atef, un des prin-

cipaux lieutenants de ben Laden. C'est le Service canadien de renseignement et de sécurité qui a fourni l'identification formelle d'Al-Jiddi, jeudi soir.

Al-Jiddi serait aussi connu sous les noms d'Abderrouf Jdey (ou Dey) et de Farouq Al-Tunisi.

Les autorités du ministère américain de la Justice recherchent également un associé d'Al-Jiddi, Faker Boussora, 37 ans. Le Tunisien serait venu au Canada en 1992 en provenance de France avec un visa d'étudiant.

Il a par la suite été parrainé par un proche canadien et a obtenu son visa d'immigrant par l'intermédiaire de la mission canadienne à Detroit, en août 1995.

Il a pris un appartement sur l'avenue du Parc, au-dessus du 5365A. Il n'y vivait plus depuis au moins deux ans: aucun voisin n'a confirmé hier l'avoir déjà vu. Seul un témoin qui a requis l'anonymat a assuré l'avoir déjà rencontré « à quelques reprises » au centre-ville de Montréal.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Al-Jiddi a habité jusqu'en novembre dernier au 7687 de la 22^e Avenue, à Rosemont. Un de ses voisins l'a décrit hier comme un « étudiant étranger typique » bien tranquille. Il a cependant noté un va-et-vient constant dans cet appartement. Le propriétaire de l'immeuble s'est refusé à tout commentaire.

OTTAWA

Suite de la page A1

« Personne ne peut tirer de telles conclusions. Nous devons toutefois demeurer vigilants afin de nous assurer que de telles choses ne se produisent pas. Je crois que c'est ce que le gouvernement est en train de faire », a-t-il ajouté.

C'est le ministre de la Justice des États-Unis, John Ashcroft, qui a révélé vendredi que le cinquième présumé terroriste apparaissant sur des bandes vidéo découvertes en Afghanistan était un Montréalais d'origine tunisienne. Ce dernier a

pu être identifié en partie grâce à une lettre de suicide découverte dans les décombres de la résidence de Mohammed Atef en Afghanistan.

M. Ashcroft a indiqué qu'Al-Jiddi et un de ses acolytes, Faker Boussora, un autre Montréalais d'origine tunisienne qui est également recherché par le FBI, sont considérés comme « extrêmement dangereux ».

Depuis les événements tragiques du 11 septembre, le gouvernement

Chrétien s'est employé à rassurer les membres de l'administration Bush qu'il fait ses devoirs en matière de lutte contre le terrorisme et que le Canada n'est pas une passerelle pour ceux qui cherchent à s'en prendre aux intérêts américains.

Le premier ministre Jean Chrétien a souvent critiqué l'opposition aux Communes, notamment l'Alliance canadienne, l'accusant de propager des mythes au sujet du système d'immigration canadien

qui nuisent à la réputation du Canada aux États-Unis.

Mais le chef du Parti conservateur, Joe Clark, qui préparait hier ses troupes en vue de la rentrée parlementaire de demain après un congé de six semaines, a déclaré que le premier ministre doit des explications non seulement aux Américains, mais aussi aux Canadiens puisqu'il a toujours soutenu qu'aucun terroriste n'avait utilisé le Canada comme tremplin pour préparer un attentat terroriste.

« M. Chrétien nous a catégori-

quement déclaré au lendemain des attentats terroristes qu'il n'y avait aucun lien canadien. Il se trouve qu'il y a un lien canadien et nous avons droit à des explications à ce sujet », a déclaré M. Clark.

Son collègue Chuck Strahl, qui est le leader parlementaire de la coalition formée des conservateurs et des députés rebelles de l'Alliance canadienne aux Communes, a renchéri en disant que le gouvernement Chrétien ne peut plus nier que l'organisation terroriste Al-Qaeda a des ramifications au pays.

NEIGE

Suite de la page A1

Le concours, qui a permis d'établir un nouveau record mondial — soixante sculptures en 4 heures 22 minutes, réalisées par l'Américain Richard Daniel Bubin — a commencé dès 8 h pour se clore tout juste passé midi. Mais toutes ces belles oeuvres, les lapins, sapsins, et autres indiens, auront eu courte vie. Dès 18 h hier, il a fallu les détruire. « Ce n'est pas sûr, elles fondent », a expliqué Isabelle Phoenix.

Hier, on a rapidement rendu les glissades sur tubes gratuites. Idem pour le stationnement. « On s'est rendu compte que la qualité n'était pas à la hauteur de ce qu'on souhaitait offrir. » Tout sera également gratuit aujourd'hui et d'autres activités seront aussi annulées: l'ensemble du site de l'île Notre-Dame sera fermé, pas de patinage, ni d'escalade sur la tour de glace, et quelques glissades sur tubes seulement seront ouvertes au public.

Faute de neige, la fête pourrait-elle un jour changer de nom? « C'est prématuré », a commenté Isabelle Phoenix. Faudrait-il peut-être envisager de modifier la grille d'activités, et favoriser davantage les événements intérieurs? « Il est stratégique d'avoir d'autres activités », a-t-elle reconnu. Déjà, la fête propose une exposition à la Biosphère et toutes sortes d'activités qui ne dépendent pas de la température: galeries extérieures, animations diverses, etc. La fête pourrait-

elle enfin se dérouler à un autre moment, plus tard dans l'hiver? « C'est à considérer », a-t-elle dit, précisant toutefois que l'année était bien particulière et que tous les événements du genre — Winterlude à Ottawa, le carnaval à Québec —, étaient tributaires comme eux des aléas de la température.

Tous les visiteurs interrogés ont aussi déploré la température hier. « C'est bien dommage qu'il n'y ait pas plus de neige. On marche dans l'eau, mais il y a de l'ambiance

quand même », a lancé Sylvie Parenteau, en compagnie de ses deux filles, qui elles ne semblaient nullement incommodées par les flaqueuses. « On est mouillé pas mal, a ajouté Catherine Évrard, observant sa petite de deux ans sauter au trampoline. Mais cela nous donne juste le goût de revenir quand il fera plus beau! » (lire: plus froid). « Nous reviendrons de nouveau, a conclu Tina Prunier, venue avec ses deux garçons. On va leur donner une nouvelle chance. »

PROCÈS

Suite de la page A1

Les chaînes d'information ont sauté là-dessus à pieds joints, oubliant le scandale d'Enron.

Aux États-Unis, « le procès du nouveau siècle », pour employer la formule de Broshnan, est donc commencé. À Hollywood, les producteurs de télévision et de cinéma doivent déjà commander des scénarios.

L'histoire est quand même incroyable.

Le 1^{er} décembre, le jeune Californien bien né est capturé en Afghanistan, aux côtés des talibans, armé d'un AK-47. Quand un journaliste de CNN lui demande s'il a combattu du bon bord, il répond: « Certainement. » Blessé au cours de la mutinerie des prisonniers de Qala-e-Jhangi, près de Mazar-e-Charif, il apparaît à la télévision, hirsute, barbu, maculé de boue et de sang. Sa photo est publiée en couverture de l'hebdomadaire *Newsweek*, qui raconte son odyssée, de l'opulence de la Californie à la guerre en Afghanistan, en passant par les écoles coraniques du Yémen et du Pakistan.

Transporté au camp Rhino, près de Kandahar, John Walker Lindh est interrogé par les

agents du FBI. Selon la version du gouvernement, il décline l'aide d'un avocat et passe à table, affirmant avoir rejoint un camp du réseau Al-Qaeda en mai dernier, et participé au « jihad » au Cachemire et en Afghanistan. Il raconte même que ben Laden l'a personnellement remercié de son dévouement pour la cause. Au bas de la confession, il signe son nom.

Jeudi, ses avocats ont dit que cet aveu n'était pas admissible, s'indignant que leur client ait été détenu pendant 54 jours sans avoir accès à un avocat. Si le juge de la cour fédérale leur donne raison, ils remporteront une victoire importante.

Mais le gouvernement, représenté à la justice par le redoutable John Ashcroft, ne lâchera pas prise facilement. L'Attorney general n'a d'ailleurs pas encore écarté la possibilité d'accuser le jeune Californien de trahison, un crime punissable par la peine de mort. Cet enfant gâté a pris les armes pour lutter avec les talibans et Al-Qaeda contre l'Occident. Pendant qu'il livrait sa guerre sainte, des kamikazes détournaient des

avions sur le World Trade Center et le Pentagone, tuant des milliers d'Américains.

« Pauvre type », avait dit George W. Bush, en apprenant l'existence du jeune homme. Aujourd'hui, le président veut que le « pauvre type » finisse ses jours en prison, à défaut de pouvoir l'exécuter.

Mais pourquoi? Pourquoi cet enfant choyé a-t-il épousé la cause des talibans? Le mystère se dissipera peut-être pendant le procès.

En attendant, les conservateurs ont intenté un procès parallèle aux parents de l'accusé, ridiculisant leur mode de vie, condamnant leurs valeurs de « bobos » (bourgeois-bohèmes, selon la formule de David Brooks).

Séparés depuis quatre ans, John Lindh et Marilyn Walker, respectivement avocat et photographe professionnel, vivent dans le comté de Marin, un coin de la Californie où « le vin, les thérapies et l'immobilier » font figure d'obsession, selon Shelby Steele, auteur d'un article paru dans les pages éditoriales du *Wall Street Journal*.

Dans le texte, intitulé *Radical Sheik*, Steele soutient que les valeurs du couple Lindh-

Walker ont contribué à la révolte de l'enfant. Ces valeurs s'inspireraient d'un « relativisme à la mode » (il n'y a pas de bien ou de mal), d'un « certain libéralisme culturel » et d'un « peu d'antiaméricanisme » (« pour faire authentique »), soutient Steele, un intellectuel noir.

Au-delà de la caricature, John Walker Lindh a bel et bien été élevé dans un milieu qui se voulait ouvert, tolérant, progressiste. Dans sa quête spirituelle — une des activités préférées des bobos —, sa mère a adopté le bouddhisme. Dans la sienne, l'enfant s'est allié aux talibans, qui lapident les femmes adultères et les homosexuels. Contre qui se révoltait-il vraiment?

À 16 ans, John Walker Lindh se convertissait à l'islam. Au même moment, son père quittait sa mère pour aller vivre avec un homme, a révélé le *San Francisco Examiner*, le 18 décembre. Rien ne dit que l'homosexualité de l'un a incité l'autre à prendre les armes aux côtés des talibans. C'est juste une pièce dans un puzzle.

ACTUALITÉS



Un nouveau record mondial a été battu hier : 60 sculptures en 4 heures 22 minutes, réalisées par l'Américain Richard Daniel Bubin. Le Québécois Laurent Godon en a construit 58, et son rival Anthony Spaziani, 55. Mais elles auront toutes eu une bien courte vie. Pour des raisons de sécurité, dès 18 h, il fallait les détruire.

L'eau éclabousse la fête des Neiges

SILVIA GALIPEAU

L'HIVER n'était pas au rendez-vous, hier, à la fête des Neiges.

On aurait voulu un peu de froid, juste assez pour faire tenir les sculptures de glace. Au lieu des températures tant attendues, le soleil a brillé de plein feu, et la température atteint les 6 degrés. La normale saisonnière aurait plutôt commandé un bon moins 5.

On aurait voulu du froid, mais pas trop. « Cela aurait pu être pire », a d'ailleurs fait remarquer Isabelle Phoenix, responsable des communications de l'événement. Il aurait pu, même si c'était franchement improbable, faire - 35. Il aurait pu pleuvoir aussi, et faire de la journée un vrai gâchis.

Maigre consolation, sachez qu'il a déjà fait bien plus chaud encore. Le record remonte à 1950. La température avait alors atteint les 13 degrés. De quoi décourager tous les sculpteurs sur glace du monde.

Aujourd'hui, on devrait s'attendre à un maximum de 3 degrés, quelques petites averses de neige en matinée, et des éclaircies l'après-midi. Et pour les deux autres fins de semaine de la fête ? Tout dépendra du bon vouloir de Dame Nature...

Photos:
BERNARD BRAULT
et
ROBERT SKINNER,
La Presse ©



Observez bien cette glace, avant qu'elle ne se transforme en eau...



Neige, pas neige, les plus jeunes ont bien apprécié les amuseurs publics.



Au lieu de la neige tant attendue, ce sont les flaques d'eau qui volaient la vedette hier. Des flaques qui ne semblaient toutefois pas incommoder les plus jeunes.



Les statues de glace ont fondu en moins d'une journée. Tiendront-elles jusqu'à la semaine prochaine ?



Les fours pour réchauffer les frileux n'étaient pas très populaires hier.

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES

« Ottawa est trop timide »

Gilles Duceppe reproche au gouvernement fédéral son manque de leadership

SILVIA GALIPEAU

EN S'OBSTINANT à refuser de s'engager davantage dans la poursuite de l'intégration des Amériques, Ottawa fait tout sauf servir les intérêts des Québécois.

C'est ce qu'a dénoncé le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe hier, lors d'un colloque portant sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), intitulé *Québec : partenaire des Amériques*, organisé par le Bloc, et auquel assistaient quelques 600 personnes.

« Le gouvernement fédéral fait obstacle aux consensus qui sont véhiculés par les

Québécois sur des enjeux aussi importants qu'un Fonds de développement des Amériques, une monnaie commune ou encore un périmètre de sécurité nord-américain », a-t-il affirmé en conférence de presse.

Reprochant à Ottawa son manque de leadership, il a poursuivi : « on est partenaire dans le cadre de l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain) ou on ne l'est pas. (...) Mais si on veut développer la mondialisation de la façon la plus harmonieuse possible, avec le plus de solidarité possible, le plus intelligemment possible, si on veut développer des marchés, encore faut-il que les gens aient les moyens d'acheter nos produits. »

D'où l'importance, selon lui, d'un Fonds de développement des Amériques, qui permettrait d'atténuer les écarts entre les plus riches et les plus démunis de la communauté des Amériques.

Gilles Duceppe a aussi affirmé hier qu'il se ferait porteur du projet de mise sur pied d'un Comité d'affaires étrangères, comité tripartite qui permettrait aux trois pays, les États-Unis, le Canada et le Mexique, de se prononcer sur une foule de sujets, notamment la question de son Fonds de développement, de la mise sur pied d'un Institut monétaire, ou d'un périmètre de sécurité nord-américain. « Ce n'est pas vrai que nous

allons être absents. On a quelque chose à dire, et on va le faire. »

De son côté, la ministre des Affaires internationales, Louise Beaudoin, a pris la parole également, hier, pour donner son appui au projet de Fonds de développement en question, de même que pour expliquer les motifs de sa présence au Forum social mondial à Porto Alegre la semaine prochaine. À ce rendez-vous annuel des militants antimondialisation, la délégation québécoise, qui comptera une vingtaine de délégués officiels, entend défendre la diversité culturelle et linguistique, dénoncer le déficit démocratique fédératif, et réaffirmer l'importance de la défense des droits sociaux.

Le caucus libéral s'inquiète du recul des femmes dans le cabinet Chrétien

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien s'est fait accusé hier par une de ses collègues libérales d'avoir carrément oublié les femmes lorsqu'il a remanié son cabinet il y a 10 jours.

La députée Carolyn Bennett, qui est présidente du caucus féminin du Parti libéral, a soutenu qu'elle et ses collègues devront redoubler d'ardeur afin de s'assurer que les dossiers qui sont importants aux yeux des femmes du pays ne soient pas relégués aux oubliettes à la suite du remaniement ministériel.

M^{me} Bennett, qui a tenu hier une réunion du caucus féminin, a la ferme intention de faire savoir au premier ministre Chrétien qu'il a manqué le bateau en négligeant de tenir compte de la proportion des femmes au sein du cabinet lorsqu'il a effectué son remaniement.

« Nous sommes inquiètes, car le pourcentage de femmes au sein du cabinet a diminué. Nous étions à 27,3 %, nous sommes maintenant à 23,3 %. De plus, il n'y a pas de ministre attirée à la question des femmes », a indiqué M^{me} Bennett hier.

En remaniant son cabinet, M. Chrétien a renvoyé deux femmes sur les banquettes arrière, soit Maria Minna et Hedy Fry, qui étaient respectivement ministre de la Coopération internationale et secrétaire d'État responsable du statut de la femme et du multiculturalisme. Tant M^{me} Minna que M^{me} Fry n'ont pas été épargnées par les scandales et les controverses durant leur passage au cabinet.

M. Chrétien a fait entrée une seule femme au cabinet, soit la députée ontarienne Susan Whelan, à qui il a confié le ministère de la

Coopération internationale. Il a demandé à Claudette Bradshaw, l'actuelle ministre du Travail, de s'occuper des dossiers reliés à la condition de la femme.

« Je crois que le remaniement a été fait à toute vitesse. Je crois que les gens se sont aperçus à la toute fin de la prestation de serment qu'il y avait moins de femmes. Cela nous rend mal à l'aise », a soutenu M^{me} Bennett.

Mais la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a balayé du revers de la main les récriminations de la députée Bennett, faisant valoir que les femmes n'ont jamais été aussi nom-

breuses à occuper des postes importants au pays depuis que les libéraux sont au pouvoir.

« M. Chrétien a beaucoup fait pour faire avancer la cause des femmes. Il a nommé plus de femmes à plus de postes importants, y compris le juge en chef de la Cour suprême et au Sénat, où la plupart des sénateurs nommés ont été des femmes. Il faut replacer les choses dans leur contexte », a déclaré M^{me} Copps, soulignant que le Parlement canadien compte plus de femmes que toute autre assemblée législative à travers le monde.

DERNIER

Suite de la page A1

Alors que d'un côté, il plaiderait pour une lucidité sans concession, il avait de l'autre passé un quart de siècle à bénir l'URSS (y compris du vivant de Staline) puis, dans un dernier sursaut de « jeunisme », avait basculé dans le maïsisme au cours des années 70. À ses fidèles, Sartre expliquait encore, vers le milieu des années 70, que les « nouveaux philosophes » étaient des agents de la CIA et Soljenitsyne un personnage extrêmement douteux.

Sans vouloir exagérer son influence dans l'histoire de la deuxième moitié du XX^e siècle, on peut dire que Sartre, justement parce qu'il se présentait comme un philosophe de la liberté, avait donné une sacrée légitimité au totalitarisme et l'avait aidé à survivre à sa propre décrépitude et à ses méfaits. Il avait par ailleurs encouragé par sa caution intellectuelle le courant antidémocratique de la gauche, française et européenne. Pas plus que le pape, Jean-Paul Sartre n'avait de divisions blindées et donc ne tuait personne. Mais il eut en 1980 les funérailles les plus grandioses que la France ait faites à un écrivain depuis celles de Victor Hugo en 1885.

Dans la foulée de Sartre, le monde intellectuel français connut quelques autres maîtres à penser de l'utopisme sanguinaire : Philippe Sollers, entre autres, fut pendant quelques années un thuriféraire de la révolution culturelle chinoise (il était loin d'être le seul). Le philosophe Michel Foucault, de son côté, jugea bon de bénir de son prestige intellectuel la révolution islamiste iranienne de Khomeiny en 1979.

Vers le milieu des années 80, l'espèce des maîtres-penseurs avait pratiquement disparu en France, du moins parmi les grands intellectuels les plus connus. Dans un livre éponyme qui ne manquait pas d'intérêt et qu'il avait publié en 1977, le philosophe André Glucksmann avait bien marqué cette distinction capitale : il y a les intellectuels qui, comme Socrate, consacrent leur talent et leur énergie à poser des questions, notamment à ceux qui détiennent le pouvoir dans la société. Et ces autres intellectuels qui rêvent d'être soit les grands architectes de la cité idéale soit les conseillers du Prince, comme Platon.

Dans les années 80, Socrate avait définitivement remporté la victoire sur Platon. Sauf dans les rangs les plus subalternes et archaïques de l'intelligentsia, plus personne ne se serait hasardé à vanter quelque nouveau modèle utopique et révolutionnaire, encore moins à prôner la politique de la « table rase », préalable à l'édification de quelque nouvelle société idéale. On était passé de l'ère des certitudes à celle du scepticisme généralisé. À un Jean-Paul Sartre, à un Louis Althusser, et à quelques autres docteurs en sectarisme et dogmatisme, avaient succédé des gens beaucoup plus modestes, tel le philosophe Edgar Morin, plus intéressé à questionner son époque et à explorer de nouvelles pistes pour monter sur des estrades pour haranguer les foules et promettre la future cité idéale clés en main.

De l'espèce des dinosaures englués, il restait pourtant Pierre Bourdieu. Ou plutôt, comme le suggérait avec amabilité en 1995 Bernard-Henri Lévy, qui le traitait de « second couteau » du monde intellectuel, on peut se demander si Bourdieu, vedette longtemps obscure à l'époque où brillaient Sartre, Foucault, Lacan et plusieurs autres, n'avait pas soudainement profité de la disparition de l'espèce pour monter en première ligne et devenir à son tour le maître-penseur de ce qui restait des croyants de l'extrême gauche.

Même si, dans le monde universitaire aujourd'hui, presque tous reconnaissent l'importance de ses travaux en sociologie, et de ses ouvrages les plus connus (*Les Héritiers*, *La Reproduction*, etc.), le rôle de maître à penser qu'il s'était arrogé dans les dernières années est beaucoup plus contesté. Dès 1983, Raymond Aron, tout en reconnaissant en lui un « grand » de la sociologie, le décrivait comme un chef de secte, sûr de lui et dominateur, expert aux intrigues universitaires, impitoyable envers ceux qui pourraient lui faire ombrage.

En fait, c'est à 65 ans, lors des grandes grèves des transports de décembre 1995 que le maître-penseur avait pris son envol. À peu près un quart de siècle après que Jean-Paul Sartre se fût juché sur un tonneau, devant les usines Renault, pour porter la bonne parole maoïste aux ouvriers, on voyait Pierre Bourdieu, la mine toujours sombre et crispée, haranguer au mégaphone les grévistes des chemins de fer français, qui avaient paralysé le pays pendant plus de trois semaines pour la défense de leur droit à la retraite à 55 ans.

De la nouvelle nébuleuse d'extrême gauche, où l'on retrouvait des écolos radicaux, des partisans de l'action syndicale musclée et, bientôt, les anti-mondialisation de toutes tendances, Pierre Bourdieu était devenu pour de bon le grand penseur, la caution intellectuelle suprême. On le verrait en 2000 au côté du militant José Bové. On allait le retrouver saint patron d'une collection de pamphlets aux éditions du Seuil, responsable entre autres du best-seller *Les Chiens de garde*, pamphlet incendiaire contre les médias « de la pensée unique ».

Il était l'icône visible ou affichée du *Monde diplomatique*. Bref de cette mouvance intellectuelle, désertée par la totalité des penseurs de premier plan, mais survivant à un niveau intermédiaire, et où en toute circonstance, le monde se divise par le chiffre magique de deux : d'un côté les États-Unis et leurs suppôts, de l'autre tous les pays « opprimés » ; d'un côté les tenants de la « pensée unique », de l'autre la réalité vraie des braves gens et des travailleurs. Bien sûr, ses disciples et thuriféraires s'empressent déjà de souligner son anticonformisme, et le fait qu'il n'était pas « toujours » d'accord avec les militants de base. Sartre non plus, d'ailleurs, même dans sa période la plus « bolchevik ». Il était tout de même la caution officielle. Sous prétexte de sortir de sa tour d'ivoire, l'intellectuel était monté sur les podiums. Pour indiquer le chemin aux masses.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Des jeunes qui bûchent fort!

Joanna Carlisle, de l'équipe des Woodsmen de l'Université du Nouveau-Brunswick, a dû utiliser son huile de coude pour scier dans les meilleurs délais ce tronç de plus de 30 cm de diamètre.

Comme quelque 250 concurrents venus de l'est du Canada et des États-Unis, la jeune étudiante a démontré hier son habileté et sa force lors du grand concours de bûcheron qui s'est tenu sur le campus MacDonald de l'Université McGill, à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Dans le cadre des Championnats canadiens intercollégiaux de bûcheron, les équipes devaient s'affronter dans une série d'épreuves pittoresques comme le sciage, le découpage, le concours d'équilibre, la raquette, le maniement d'une hache et l'escalade d'un poteau. Coeurs fragiles s'abstenir!

POUR FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ
Chaque samedi dans
La Presse

PLUS

Célébrez la Journée de l'alphabétisation familiale le 27 janvier!

Consacrez du temps à la lecture en compagnie de vos enfants.

JOURNÉE DE L'ALPHABÉTISATION FAMILIALE

ABC

Premier commanditaire HONDA

www.abc-canada.org

VENTE RÉCLAMATION D'ASSURANCE

Suite à un important sinistre survenu chez un grand fabricant de manteaux et de costumes au Canada. Costumes pour hommes, manteaux, vestes de sport doivent être écoulés. LE STOCK SE COMPOSE PRINCIPALEMENT D'ARTICLES EN FINE LAINE ITALIENNE OU ANGLAISE, y compris des SUPER 100, DES SUPER 120 et du CACHEMIRE. Il s'agit de marchandises de toute PREMIÈRE QUALITÉ qui doivent être vendues au-dessous du prix du manufacturier. Selon nous, le prix courant des habits et manteaux sont estimés entre 585 \$ et 795 \$.

HABITS ET MANTEAUX POUR HOMMES **Un prix 138\$**

VESTONS SPORTS **Un prix 98\$**

MANDAT POUR LIQUIDER Plus de 100 000 \$ en chandails, jupes, pantalons et ensembles coordonnés pour FEMMES **2 de ces articles pour 40\$**

POINTE-CLAIRE 950, boul. St-Jean nord de la Transcanadienne, Les Colonnades

CENTRE-VILLE 1200, rue Peel (au sud de Ste-Catherine)

Lun., mar., merc. 10h à 18h • Jeu., ven. 10h à 21h • Sam. 9h à 17h • Dim. 10h à 17h

CRESCENT Encanteurs Liquidateurs Récupérateurs

L'hiver a déménagé aux États



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

D'abord, il y a eu les Nordiques de Québec, envoyés au Colorado. On était bien avec les Nordiques de Québec. Le Canadien avait pas besoin de gagner la Coupe Stanley ou de participer aux séries. Fallait juste qu'il batte les petits Nordiques de Québec pour qu'on soit content. Mais ils sont partis. Aux États-Unis. Pis après ça, tout a suivi. Les grosses compagnies, les usines, General Motors, les Expos. Je sais, les Expos ne sont pas encore officiellement aux États-Unis, mais ce n'est qu'une question de temps. Leur arrivée est un peu retardée parce que l'immigration américaine pense que Youppi est un taliban. Donc, à peu près tout est rendu aux É.-U.

Il ne restait qu'une affaire que nous autres on avait, pis que les Américains n'avaient pas : l'hiver ! Notre fameux hiver. Quand on allait aux États et qu'on disait qu'on venait du Canada, les Américains nous regardaient avec un sourire,

en disant : « Oh yeah, the country of winter. You must find it hot here, eh ? » Les Américains étaient sûrs que même en juillet, Montréal était sous la neige et sous zéro. Et quand nos voisins avaient envie d'un peu d'exotisme, d'avoir froid, de pelleter, de boire un chocolat chaud assis sur un banc de neige, ils venaient faire un tour chez nous. C'était la seule chose qui les attirait. Pas le choix, c'était la seule chose qui nous restait.

Ben, où il est l'hiver, cette année ? Il n'est pas là ! On nage dans le lac des Castors. Et sur les pentes de ski, on réinstalle les glissades d'eau. Pis où ils sont les Américains, cette année ? Ils ne sont pas là. Parce que l'hiver est aux États ! Les Américains n'ont tellement plus envie de voyager depuis le 11 septembre, qu'ils ont déménagé notre hiver chez eux. C'est pour ça que nous, on en a pus. Pendant qu'ici à Montréal, il tombe trois grains, à Buffalo, il tombe 120 centimètres de neige. Les Yankees n'ont plus besoin de venir au mont Tremblant pour se casser une jambe. Ils vont dans l'État de New York ou au Vermont. C'est là qu'ils ont installé notre hiver. Pour de bon.

C'est ben pour dire. Si y'avait quelque chose, que nous les Canadiens, on pensait bien avoir pour toujours, c'est ben l'hiver. On

n'était pas surpris de voir partir vers le sud nos grosses compagnies, nos équipes de sport, Pier Béland. Mais l'hiver. Notre hiver. On était certain qu'il resterait toujours avec nous. Parce qu'on était certain que personne en voudrait. Ben, on s'est trompé. Même lui, est parti.

Nous voilà dépossédés de notre dernière richesse. C'est sûr que c'est plaisant de ne pas avoir à laisser le moteur en marche durant une heure pour aller à 10 minutes de chez nous. De ne pas avoir à se taper deux crises cardiaques parce qu'il faut que l'on finisse de pelleter l'entrée pour que les ambulanciers puissent venir nous chercher. De ne pas devoir, avant d'aller dehors, revêtir tellement de chandails, de manteaux, de mitaines, de tuques, de foulards, qu'une femme en burqa a l'air en bikini à côté de nous autres. Mais entre vous et moi, si on n'a plus d'hiver, qu'est-ce qu'on a ?

On ne peut même plus chanter *Mon pays, c'est l'hiver*. Il faut chanter *Mon pays, c'est rien. Mon pays, c'est rien, ça nous va bien*.

On n'a plus rien. Non, c'est pas vrai. Il nous reste quelque chose : l'usine de Life Savers. Aie ! On était tout excité de ça, cette semaine. L'usine de Life Savers va s'établir au Québec, et pas au Michigan. Wow ! Enfin quelque chose

que les États n'auront pas. Les Life Savers ! Non mais y avez-vous pensé ! ? Pourquoi les Américains ont décidé d'installer l'usine de Life Savers, chez nous ? Le Life Saver, c'est le bonbon avec un trou. Où y a-t-il le plus de trous au monde ? Chez nous. Au Québec. Il n'y a que ça des trous. Chaque affaire qui est partie a laissé un trou. Et c'est sans compter tous les trous dans nos routes. Nos trous dans nos budgets. Nos trous partout. Avec autant de matières premières sous la main, pas étonnant que Life Savers nous ait choisis comme capitale mondiale du bonbon avec un trou !

Vous rendez-vous compte à quel point, on est désespéré. Une usine de bonbons à sucer s'installe au Québec, et c'est l'allégresse ! On n'a pas Microsoft, on n'a pas GM, on n'a pas Coca-Cola, on n'a pas IBM, on n'a pas la NASA, mais on a Life Savers ! Woupedidou !

Accrochons-nous à cette bouée de sauvetage. Pendant qu'on le peut encore. Parce qu'il ne serait pas étonnant que dans un avenir prochain, notre belle usine de Life Savers déménage aussi aux États-Unis. Avec tous les tireurs fous qu'il y a là-bas, il y aura bientôt autant de trous chez eux que chez nous.

D'ici là, notre seul intérêt, notre seule raison de vivre, notre seul dé-

sennui, ça va être de trouver du monde prêt à échanger leurs rouges contre nos verts. Et de les sucer le plus longtemps possible. Sans les croquer.

Sur ce, bon hiver ! Je veux dire, bon rien !

Gino Odjick a déjà compté trois buts cette saison. Bravo ! Il est le seul joueur du Canadien à avoir plus de buts que de dents !

Les docteurs avaient raison. Le Ziban fait arrêter de fumer. Car il est très rare qu'une personne morte, fume !

MONSIEUR CHEVRETTE N'EST PAS TROP VIEUX POUR ÊTRE MINISTRE. SI J'ÉCRIS ÇA EN MAJUSCULES, C'EST POUR QUE MONSIEUR CHEVRETTE PUISSE BIEN VOIR LES LETTRES.

Si on augmente le salaire des avocats qui défendent les Hells Angels, pourquoi ne pas augmenter aussi la prime d'assurance-vie des membres du jury ! ?

Quelle est la différence entre les Expos et ben Laden ? Y'en a pas. Les deux sont peut-être morts, et on ne le sait pas.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

UNE SIMPLE MARCHÉ

Le simple fait de marcher d'un bon pas quotidiennement procure énormément de bienfaits à vos articulations, les ligaments et les cartilages articulaires qui subissent favorablement les effets de l'activité et négativement la résultante de l'inactivité.

Une articulation c'est fait pour bouger.

Dérouillez les articulations!

Quand les articulations grincent c'est que le cartilage est en danger. Flex-O-Flex vous apporte d'innombrables solutions naturelles qui préservent le cartilage d'une usure prématurée, tout en stimulant sa reconstruction et en favorisant le métabolisme du collagène. Sept formules distinctes et exclusives à Flex-O-Flex procurent un bien-être démontré aux articulations.

Une des sept formules exclusives de Flex-O-Flex est une formule choc en ampoules buvables de 2 000 mg de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine, d'assimilation rapide, un nouriflex par excellence.

Pourquoi ne pas essayer aussi le Flex-O-Flex à la capsaisine. Oui la crème analgésique à la capsaisine, exclusive à Flex-O-Flex (DIN émis par Santé Canada) peut vous apporter une hémocoagulation ou hyperthémie active, c'est-à-dire une concentration salulaire du sang LA OÙ ÇA FAIT MAL.

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

Musique Maestro!

Une symphonie de lumières, de design et d'innovations!

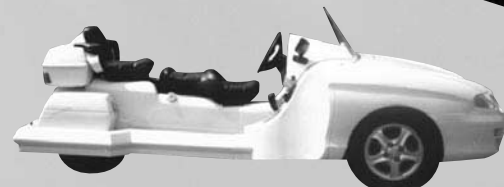
Les Mutants,

une collection de véhicules métamorphosés des plus impressionnants!



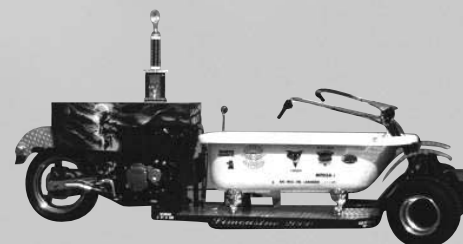
La Mini-Gramm

Championne de l'économie!
Trois roues et un seul litre d'essence pour 600 km de route.



Les automotos

Le meilleur des 2 mondes! Deux modèles réalisés avec la partie avant d'une voiture et le train arrière d'une moto.



L'auto-baignoire

La propreté en automobile!
Voiture aux allures d'une baignoire, gagnante de nombreux concours à travers le monde.

loto-québec

résultats

LOTTO 649 Tirage du 2002-01-26 03 27 31 34 35 40 Complémentaire: (22)	Québec 49 Tirage du 2002-01-26 02 12 40 43 46 48 Complémentaire: (23)
---	---

Lots bonis Double Jeu* Tirage du 2002-01-26	A- 11 33 36 44 50 000 \$	CAGNOTTE**
	B- 09 11 21 43 25 000 \$	
	C- 06 16 20 23 25 000 \$	

*Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.
**Cagnottes partageables. Voir détails aux points de vente.

Banco Tirage du 2002-01-26 02 05 08 10 11 20 23 29 36 40 43 45 48 50 52 58 59 61 63 69	Quadrante Tirage du 2002-01-26 3 4 171 9438	Extra Tirage du 2002-01-26 NUMÉRO: 400269
--	---	--

Super 7 Tirage du 2002-01-25 01 02 15 27 30 31 34 Complémentaire: (04)	GAGNANTS	LOTS
Ventes totales: 9 672 068 \$	7/7 1	2 500 000,00 \$
Prochain gros lot (appr.): 2 500 000 \$	6/7+ 1	178 601,90 \$
	6/7 73	2 140,70 \$
	5/7 3 620	154,10 \$
	4/7 78 444	10,00 \$
	3/7+ 74 522	10,00 \$
	3/7 655 829	Participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

SALON INTERNATIONAL



2002

Stade olympique
25 janvier au 3 février 2002



HEURES D'OUVERTURE

Du vendredi 25 janvier au samedi 2 février 11 h à 23 h
Dimanche 3 février 11 h à 20 h

Les guichets ferment deux heures avant la fermeture du Salon.

Pour plus de renseignements, consultez notre site Web:
www.salonautomontreal.com

Offerte gratuitement aux enfants de 2 à 10 ans.
Service de prêt de poussettes gratuit.

Adultes	10,00 \$
Étudiants et âge d'or (avec carte)	8,00 \$
Groupes (20 personnes et plus)	8,00 \$
Carte « Accès Montréal »	8,00 \$
Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte)	4,00 \$
Enfants de moins de six ans	Gratuit

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal, en collaboration avec



COMMUNICATIONS SANS FIL

et

La Presse

GM: la détresse mentale a triplé en sept ans

KARIM BENESEAIEH

L'INCERTITUDE entourant le sort de l'usine GM de Boisbriand a un coût humain peu connu — et qu'on commence à peine à documenter. Depuis 1995, date des premières mises à pied massives, on note trois fois plus de dépressions, de tentatives de suicide et de suicides, de cas de toxicomanie chez les employés et leurs proches.

« Ça dure depuis sept ans, constate Gaétan Haché, responsable du programme d'aide aux employés en toxicomanie et santé mentale. Mélanger les gens dans un climat d'incertitude, ça a un effet sur la santé mentale, c'est clair. » M. Haché précise qu'il est en train de compiler les statistiques sur ce phénomène, d'autant plus complexe qu'il concerne environ 13 000 personnes — les 1700 salariés et leur famille. Il a constaté que son service répondait à trois fois plus d'appels de détresse depuis 1995, année où on a mis à pied 1200 salariés. Le service d'aide, lui, a doublé, passant d'un modeste deux employés à quatre.

Parmi les 500 employés de GM qui ont manifesté hier pour la survie de l'usine, devant le Stade olympique, plusieurs ont reconnu spontanément vivre de longs moments d'angoisse. « Vous perdez votre job à 43, 45 ans, vous allez où

après ça ? » dit Lucie Deslauriers, employée sur la ligne de montage depuis 25 ans. Plusieurs manifestants ont reconnu que les cas de dépression et de suicides étaient de toute évidence plus nombreux autour d'eux depuis quelques années.

« On se sent trompés, avoue Gilles Aubin, à l'assemblage depuis 26 ans. Une retraite forcée — 90 % des départs prévus l'an prochain se feront avec des programmes de mise à la retraite —, c'est insultant, d'autant plus qu'on a prouvé qu'on faisait de la qualité à Boisbriand. »

Selon Gaétan Haché, la retraite forcée n'a rien à voir avec celle, prévisible, du travailleur de 60 ou 65 ans. « Il y a une perte d'identité, de confiance en soi. Les gens perdent tout à coup leur environnement, leur entourage, leur principale activité depuis parfois 20 ou 30 ans. » Vendredi, 24 heures avant la manifestation, « on a eu une journée très difficile », note M. Haché.

En campagne

La manifestation d'hier a cependant été un franc succès, selon les organisateurs qui ont réussi à attirer plus du tiers des salariés de l'usine. Il s'agissait de la première action dans le cadre de la campagne pour la survie de l'usine de Boisbriand. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et son syndicat affilié, les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), veulent ensuite lancer une tournée et une pétition à travers le Québec; l'objectif est de 100 000 signatures.

Les syndicats n'excluent pas le recours au boycott. Le président de la FTQ, Henri Massé, a cependant précisé jeudi qu'il s'agissait de « l'arme ultime ».

En septembre dernier, General Motors a annoncé la fermeture de son usine de Boisbriand en septembre 2003.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Gaston Fraser, mis à pied de chez General Motor il y a six ans, manifeste devant le Stade olympique, où se déroule le Salon de l'auto.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Là où ça fait mal...

Quand les articulations grincent, c'est que le cartilage souffre. Pourquoi ne pas essayer la crème analgésique Flex-O-Flex à la capsaïcine?

DIN émis par Santé Canada

La crème analgésique peut être accompagnée, aussi, des ampoules Flex-O-Flex à absorption rapide... oui absorption rapide, réponse rapide.

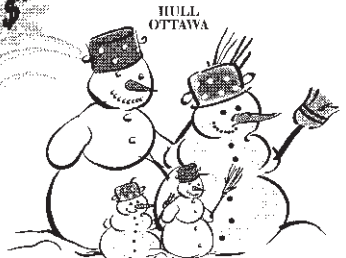
Une dose supranutritionnelle de 2 000 mg de sulfate de glucosamine en ampoules, 2 000 mg de principes nourriciers. Un supplément alimentaire d'assimilation rapide. Une véritable mine de glucosamine, le flexilium le plus rapide de la gamme des réalisations de Flex-O-Flex.

Flex-O-Flex se révèle fort, se révèle rapide, se révèle là où ça fait mal.

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

FourPoints®
Sheraton
HULL
OTTAWA

à partir de
89,00 \$



Bal de Neige
(1-3,8-10,15-17 février)

- Chambre spacieuse
- Café gratuit dans la chambre
- Piscine intérieure et
- Centre de conditionnement physique
- Restaurant/Bar Café Laurier

À quelques pas du plus grand terrain de jeux de neige au monde, le parc Jacques-Cartier. Situé en face du Musée canadien des civilisations, le Musée des enfants et de la colline Parlementaire. *Tarif par nuitée, occupation simple ou double. *Taxes en sus.

Four Points par Sheraton Hull-Ottawa
35, rue Laurier, Hull, Québec, Canada J8X 4E9
Réservations: 1-800-567-9607

LES REMBOURRAGES JIOLA



Nouveauté! Voyez votre meuble par ordinateur dans un choix de tissus sélectionnés

Coussins décoratifs 2 pour 15\$

PORTES OUVERTES LE SAMEDI 9 FÉV. DES SPÉCIAUX FOUS FOUS FOUS Tissues de recouvrement à partir de 5\$/mètre RÉDUCTION DE 30% sur tous nos tissus à prix courant

Apportez vos chaises, choisissez un tissu en stock et repartez avec vos chaises neuves.

10983, rue Massé, Montréal (514) 253-1400 • (514) 487-7408 Propriétaire : Pierre Mancini 30 ans d'expérience dans le rembourrage Estimation gratuite sur place, apportez une photo!

SUCCESSIONS ET FERMETURES

Vente par **ENCAN PUBLIC** Successions, rachats et articles commerciaux comprenant : Belles œuvres d'art canadiennes et européennes, meubles, voitures, tapis 100 % laine, télévisions grand écran et autres appareils électroniques grand public, antiquités, éclairage, horloges de parquet, pièces de collection, et beaucoup plus encore. Plus de 450 lots.

Endroit : **RENAISSANCE CENTRE DE CONGRÈS** 7750, boul. Henri-Bourassa Est, Anjou (Québec) Itinéraire : appeler au (514) 352-1818 (suivre les panneaux) **Dimanche 27 janvier 2002, à 13 h 30** **Lundi 28 janvier 2002, à 10 h** Inspection 1 heure avant l'encan chaque jour

Articles de succession, antiquités et meubles en bois massif neufs, style régional français, victorien, art déco, art nouveau et rococo, lits (grands) à baldaquin, mobiliers de salle à manger, magnifiques meubles de grande qualité (petits et gros), horloges de parquet, horloges murales en acajou, toiles européennes joliment encadrées, œuvres rares de A. J. Casson, Tom Thomson, Laurier Harris, Franklin Carmichael, A. Y. Jackson, Franz Johnson et autres œuvres de qualité, sculptures, miroirs encadrés, superbes lampes et appareils d'éclairage, articles de décoration et de collection, somptueux tapis 100 % laine, bijoux à diamant et pierres précieuses, neufs! Téléviseurs grand écran, certains HDTV, systèmes de cinéma maison numériques avec dolby, lecteurs DVD, CD, magnétoscopes, tours micro-ondes, télécopieurs, téléphones sans fil, récepteurs numériques avec dolby et son DTS, systèmes satellites Direct TV, répondeurs et automobiles!

LIQUIDATION FINALE TAPIS 100 % LAINE OU LAINE ET SOIE PLUS DE 100 Vaste assortiment de tapis peu communs 100 % laine ou laine/soie, tous authentiques et faits à la main, modèles et motifs très décoratifs dans des teintes recherchées, toutes dimensions, petits et grands, carrés et ronds.

Bijoux à diamants et pierres précieuses, bagues en or blanc et jaune, colliers, bracelets tennis et d'esclave, pendentifs, certains en platine. Bague à solitaire 3,44 carats pour dame, couleur et qualité VVS, Rolex et autres montres suisses!!

PAIEMENT : Mastercard, Visa, carte de débit, argent comptant (Encan important, arrivez tôt pour avoir une place assise) Marchandises remises uniquement contre paiement sur-le-champ. Identification adéquate exigée à l'inscription. Commission d'achat de dix pour cent. Vente sous réserve d'ajouts et de retrais, certains articles pourraient manquer le jour de l'encan et certaines réserves pourraient s'appliquer tel qu'annoncé par l'encaneur. Certificat officiel exigé des marchands pour exonération de taxes. Encan mené par Show Master Productions Auctioneers & Liquidators Ltd. (416) 368-6100.

GRANDE VENTE DE VÉHICULES DE DÉMONSTRATION

Coupé Civic DX automatique Stock I-2180 **14 995\$**

Civic SI, 5 vitesses Stock I-2366 **18 495\$**

Accord SE 2002 Stock O2-306 **23 995\$**

Odyssey 2002 Stock O2-497 **29 995\$**

HONDA

Gabriel

Pour plus de renseignements **327-7777**
7000, boul. Henri-Bourassa Est Montréal-Nord
Visitez notre site : www.gabriel.ca

Salon Épargne-Placements 2002

L'événement de l'année pour vos finances personnelles

Des moyens concrets pour faire fructifier votre argent!

- Théâtre des Conseillers en Placement
- Clinique sur l'héritage
- Pavillon de l'immobilier
- Les secrets pour payer moins d'impôt
- Le Café des investisseurs
- Carrefour Santé et Biotechnologies

Grande première

Le Salon des Actionnaires

Investissez comme des pros!

Plus de 150 conférences pour identifier les meilleurs placements et augmenter le rendement de votre portefeuille.



PRÉSENTÉ PAR Québec On prépare l'avenir

2 DERNIERS JOURS

Venez choisir votre conseiller!

www.finances-en-direct.com

PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL
25 AU 28 JANVIER 2002 / VENDREDI AU LUNDI: 12h à 18h



3020135A



Photo AP

Place aux fouilles minutieuses

Un soldat américain fait son entrée dans un tunnel d'une vallée de la région de Kandahar, en Afghanistan. Alors que les talibans ont perdu le pouvoir dans le pays et ont trouvé refuge dans les montagnes et les vallées rocheuses environnantes, les bombardements se font plus rares. Mais les Américains poursuivent leurs fouilles minutieuses des cavernes afin de prévenir d'autres attaques des membres du réseau terroriste d'Al-Qaeda.

Mort d'un symbole à Kaboul

Le lion Marjan évoquait l'esprit de résistance afghane

Associated Press

KABOUL — Marjan le vieux lion borgne, le plus célèbre des pensionnaires du zoo de Kaboul, qui en était venu à symboliser à sa manière les souffrances et l'esprit de résistance de la capitale afghane ravagée par des décennies de guerre, est mort hier matin.

Marjan, dont on pense qu'il avait entre 25 et 29 ans, est sans doute mort des suites d'une défaillance du foie et des reins liée à son âge, a expliqué John Walsh, directeur des projets internationaux de la Société mondiale pour la protection des animaux.

« Bien qu'aveugle, c'est un dur, un brave vieux gars », a-t-il ajouté, sans cacher qu'il avait pleuré en découvrant le cadavre : « Il était tellement symbolique » de l'Afghanistan.

Avec le directeur du zoo Sheragha Omar, tous deux ont retrouvé la vieille bête dans sa tanière, à l'endroit même où ils l'avaient transporté la veille au soir pour la nuit. Il semblait clair ces derniers jours que les forces du vieux lion allaient en s'affaiblissant : incapable de bouger, il comptait sur les humains pour l'installer dans ses coins favoris. « Il aime s'allonger au soleil », ajouta Walsh, recommençant à parler au présent de l'animal mort.

Le roi du zoo, qui ne s'était jamais départi de sa dignité malgré les privations, est mort au moment où la solidarité internationale commençait à arriver pour la reconstruction du zoo de Kaboul.

La semaine dernière, des représentants de la WSPA étaient venus évaluer les besoins les plus urgents de ce zoo décati aux rares animaux dans un état lamentable : un des priorités, l'installation d'une rampe d'accès à sa tanière pour le vieux Marjan handicapé.

Dans les années 90, un moudjahidine afghan, pour épater ses camarades, avait sauté dans la cage de Marjan, et ce dernier l'avait déchiqueté. Le lendemain, le frère de la victime venait se venger, lançant une grenade dans la cage et le privant d'un œil. Depuis, le lion était devenu totalement aveugle.

Survivant aux incessantes guerres afghanes, le zoo de Kaboul et ses pensionnaires s'enfonçaient dans la décrépitude. Mais le gardien du zoo n'a jamais baissé les bras, et après la chute des talibans, le vieux lion était devenu célèbre.

Selon Walsh, le gouvernement afghan réfléchit désormais à organiser des funérailles pour Marjan, symbole du calvaire et de l'esprit de résistance afghane.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Il a cessé toute activité mais cette inaction n'aura pas le dernier mot.

À cause de ses articulations qui grincent, il ne bouge plus.

Au contraire, il faut bouger les articulations en débutant par une période de réchauffement et en terminant par une période d'étirements ("stretching"), d'inflexions faibles à modérées. Il faut savoir que les ligaments et les cartilages articulaires subissent les effets aussi bien de l'activité que de l'inactivité. On peut prolonger les périodes d'inflexions de jour en jour.

Oui, une pratique modérée d'activités physiques pour les articulations, après l'application de la crème analgésique flex-o-flex, peut être mise en place dès l'apparition des premiers symptômes. Ce plan d'actions basé sur l'activité physique pondérée incluant des étirements et l'application de la crème à la capsaïcine peut vous apporter une hémococoncentration ou hyperhémie active, c'est-à-dire une concentration salulaire du sang là où ça fait mal.

Pourquoi ne pas essayer aussi les ampoules buvables de 2 000 mg de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine en liquide, d'assimilation rapide.

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

VOUS

MÉRITEZ MIEUX

VENEZ CHOISIR VOTRE
CONSEILLER FINANCIER

**Salon
Épargne-Placements
2002**

25 AU 28 JANVIER
VENDREDI AU LUNDI : 12 h à 18 h
PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL

**Célébrez la
Journée de
l'Alphabétisation
familiale le
27 janvier!**

Consacrez du temps à
la lecture en compagnie
de vos enfants.



JOURNÉE DE
L'ALPHABÉTISATION
FAMILIALE

ABC CANADA Premier commanditaire
HONDA

www.abc-canada.org



ANIMAUX

4 jours consécutifs

pour seulement
30,48 \$*
pour 3 lignes

2,54 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES
ANNONCES

La Presse
cyberpresse.ca

987-VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU
(8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

Les forces américaines accusées d'avoir tué des Afghans innocents

Associated Press

TARIN KOT, Afghanistan — Des Afghans ont accusé hier les forces américaines d'avoir attaqué une école et tué des personnes qui s'y abritaient lors d'un raid qui, selon le Pentagone, visait des combattants talibans.

Selon le Pentagone, les forces spéciales ont attaqué mercredi soir deux positions ennemies à Hazar Qadam, à environ 96 km au nord de Kandahar, tuant une quinzaine de personnes, en capturant 27 et détruisant de nombreuses armes. Un soldat américain a été blessé à la cheville.

Mais des villageois de la province d'Uruzgan, où le raid s'est déroulé, ont affirmé hier que les victimes n'étaient ni des talibans ni des combattants d'Al-Qaeda, mais des Afghans envoyés par un responsable pro-gouvernemental afin de négocier la reddition des armes de rebelles talibans dans la région.

L'équipe de 18 hommes, conduite par Haji Sana Gul, ont convaincu les talibans de rendre leurs armes, selon Bari Gul, son frère. Plutôt que de quitter les lieux dans la soirée, l'équipe de négociateurs a passé la nuit dans

une madrasa locale, une école musulmane, avec des dizaines d'autres personnes, a-t-il ajouté.

Les troupes américaines ont fait irruption avant l'aube jeudi et ont tué plusieurs personnes dans la madrasa, dont Haji Sana Gul, selon Bari Gul. Deux des morts ont été retrouvés avec les mains liés, et trois autres personnes ont été tuées à deux kilomètres de là, a-t-il affirmé.

D'après Bari Gul, quelqu'un pourrait avoir trompé les Américains, affirmant faussement que lui et ses hommes étaient membres d'Al-Qaeda ou talibans. Il est déjà arrivé que des Afghans accusent des chefs locaux d'avoir menti aux Américains afin que ces derniers tuent leurs rivaux.

Mike Halbig, porte-parole du Pentagone, a toutefois affirmé hier que les événements décrits par les Afghans « ne correspondent à aucune information que nous avons » concernant le raid de mercredi. Il a assuré que les forces spéciales américaines étaient entraînées pour s'assurer qu'elles touchaient les bonnes cibles.

GARANTIE DE 130 000 KM CONTRE L'USURE*		GARANTIE DE 115 000 KM CONTRE L'USURE*		GARANTIE DE 50 000 KM CONTRE L'USURE*	
Dimensions	Soldé, ch.	Dimensions	Soldé, ch.	Dimensions	Chacun
P175/70R13	87,59	P175/70R13	61,19	P175/80R13	40,49
P195/60R14	104,39	P185/75R14	67,19	P185/75R14	47,99
P185/65R14	107,39	P195/75R14	71,39	P195/75R14	51,99
P195/60R15	112,19	P205/75R15	77,39	P205/75R14	54,99
P205/70R15	114,59	P235/75R15XL	91,79	P205/75R15	57,49

Autres formats aussi en solde

rabais 40%
PNEUS MICHELIN^{MD} WEATHERWISE^{MC}
Soldé, à partir de 68,99 ch.
P155/80R13.
Série n° 58000
COMMANDEZ: R2884 NPO2108 11
Weatherwise est une marque de commerce de Sears

rabais 40%
PNEUS TOUTES SAISONS SILVERGUARD ESPRIT^{MD} II
Soldé, à partir de 49,79 ch.
P155/80R13.
Série n° 71000
COMMANDEZ: R2884 NPO2108 21

à partir de 24⁹⁹ ch.
P155/80R13
NOUVEAUTÉ SEARS!
PNEUS GUARDSMAN^{MD} II
Série n° 29000
COMMANDEZ: R2884 NPO2108 31

Tous les pneus d'hiver sont en solde!

PNEUS ARCTIC ALPIN
Soldé, à partir de 61,19 chacun P155/80R13
Autres formats, soldé 68,39-143,09 chacun.
Série n° 16000.

PNEUS ROADHANDLER^{MD} GLACE ET NEIGE
Soldé, à partir de 40,49 chacun P145/80R12
Autres formats, soldé 47,69-116,99 chacun.
Série n° 10000.

19⁹⁹

(LA PLUPART DES VÉHICULES)
HUILE ET FILTRE
Jusqu'à 5 L d'huile 5W30 ou 10W30,
filtre de rechange et vérification des fluides.
N° 45013

*Détails complets chez Sears

ROUES EN ACIER RABAIS 20% à l'achat de pneus.

ANJOU*
353-7770
BROSSARD*
465-1000
LASALLE*
364-7310

LAVAL*
682-1200
ST-BRUNO
441-6603
ST-LAURENT*
335-7770

PAS DE PAIEMENT AVANT MARS 2002

Détails en magasin

*COMPOSEZ LE POSTE 228

service auto  SEARS^{MC}

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 10 OU, SI SEARS EST FERMÉ, AU SAMEDI 9 FÉVRIER 2002, DANS LA LIMITE DES STOCKS

NPO210802

Copyright 2002, Sears Canada Inc.

Champ libre à la diplomatie québécoise

Louise Beaudoin au Forum social mondial de Porto Alegre, du 31 janvier au 5 février



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

« Comme élue, dit Louise Beaudoin, je crois qu'on n'a pas encore trouvé de meilleure façon de diriger. La démocratie participative a ses limites. Tout ne peut pas être instantané ! »



CHARLES CÔTÉ

« Je m'en vais comme une grande fille au Brésil. Pour une fois, je n'aurai pas l'ambassadeur du Canada pour regarder par-dessus mon épaule. »

La ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin, a vécu bien des chicanes de drapeau fédérales-provinciales depuis 25 ans. Mais comme invitée de l'État de Rio Grande do Sul, elle compte participer librement à l'immense conversation que sera le Forum social mondial. Mme Beaudoin n'était cependant pas à l'abri des contradictions à quelques jours de son départ, quand *La Presse* l'a reçue pour une rencontre éditoriale.

Le mouvement international de la « société civile » ne constitue-t-il pas un rejet de la démocratie représentative ? La ville même de Porto Alegre, avec ses budgets participatifs, décidés directement par les citoyens, est une pionnière de la démocratie directe. Comment une ministre membre d'un gouvernement grand défenseur du libre-échange y sera-t-elle reçue ?

En outre, le Forum social mondial et le mouvement qui l'anime intéressent plus que sa part de jeunes, au Québec comme ailleurs, qui rejettent la politique traditionnelle. « C'est évident qu'il y a un malaise, reconnaît la ministre. Mais si je vais au FSM, c'est que je crois que l'approche alternative peut être intégrée au politique. Comme élue, je crois qu'on n'a pas encore trouvé de meilleure façon de diriger. La démocratie participative a ses limites. Tout ne peut pas être instantané ! »

Les organisateurs du FSM, répond-elle, « souhaitent qu'il y ait des élus parce que les organisations non-gouvernementales peuvent faire pression sur eux pour faire avancer leurs revendications ».

« Il y aura six ministres et deux candidats à la présidence parmi la délégation de 500 Français, souligne-t-elle. La société civile mondiale est devenue un acteur incontournable des relations internationales. Il faut que les politiciens qui n'ont pas vu tout ça venir puisse dialoguer avec eux. »

Quand à la position de son gouvernement, elle affirme qu'elle est en évolution. « On n'est pas anti-américains, dit-elle. On est favorable au libre-échange, c'est un *fact of life*, mais on se sent interpellé par la solidarité internationale. La mondialisation crée de la richesse, mais il y a des secteurs laissés pour compte. Et c'est pire dans le Sud. La redistribution n'est pas effectuée par la pensée magique. »

Le thème de la mondialisation est venu frapper aux portes du gouvernement du Québec en avril 2001, avec la tenue dans la Vieille Capitale du Sommet des Amériques. Toutefois, le gouvernement du Québec n'avait pu se tailler une place à la table des gouvernements du continent et avait dû se contenter du rôle de spectateur.

Québec s'était rabattu sur le Sommet des peuples, forum paral-

lèle auquel il avait offert une subvention de 300 000 \$. De l'argent bien placé, selon Mme Beaudoin, car elle a pu à cette occasion rencontrer le vice-gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, Miguel Rossetto.

Tout favorable qu'il soit à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le gouvernement du Québec continue de demander de jouer un plus grand rôle dans la négociation de cet accord, dont la conclusion est prévue en 2005. Mme Beaudoin critique le caractère secret du processus, même si les textes préliminaires ont été rendus publics au printemps dernier, sous la pression populaire.

« Il y a un déficit démocratique dans les organisations internationales, dit-elle. Au gouvernement du Québec, on n'est associé d'aucune manière à la négociation de la ZLEA. Je lis les textes comme vous, mais je n'en sais pas plus ! Il n'y a qu'un Forum des gens d'affaires pour aiguiller les négociations. C'est pas normal ! Pourquoi pas aussi un forum citoyen, pour équilibrer les points de vue ? Cela donne l'impression d'une collusion entre les gouvernements et les grandes entreprises. »

Le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Marc Laviolette, se rend lui aussi à Porto Alegre et il attend Mme Beaudoin au détour. « Il est important que les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) soient transparentes, dit-il. Au Sommet de Québec, le gouvernement du Québec a demandé que l'éducation et la santé soient exclus, mais ce n'est pas assez. Personne au gouvernement n'a encore critiqué le chapitre 11. »

Le chapitre 11 est celui, dans l'Accord de libre-échange nord-américain, qui permet aux entreprises de poursuivre les gouvernements lorsque ces derniers adoptent des lois ou des règlements qui les privent de profits potentiels. Cet article est considéré comme une usurpation du pouvoir démocratique par les militants antimondialisation, qui craignent qu'il serve de modèle à la ZLEA et à d'autres accords à portée globale négociés sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce.

Mme Beaudoin elle aussi critique ce fameux chapitre 11. « Le Bloc québécois a voté contre un accord de libre-échange avec le Costa Rica, parce qu'il contenait l'équivalent du chapitre 11, précise-t-elle. Cette décision a été coordonnée. Il faut que les entreprises aient un cadre stable et prévisible, mais il ne faut pas que le résultat soit des réclamations pour des choses qui n'ont jamais existé. »

Elle se dit par ailleurs favorable à la mise sur pied, dans les Amériques, d'un « fonds structurel », comme cela a été fait en Europe pour aider la Grèce, l'Espagne et le Portugal à entrer de plain-pied dans l'Union européenne. « Le président Vicente Fox du Mexique le réclame et il a raison », dit-elle.

À Porto Alegre, Mme Beaudoin se prononcera sur un seul thème qui lui est cher, celui de la diversité culturelle. Elle sera aussi « observatrice active » de discussions sur l'économie sociale et les droits sociaux.

La « globalisation », un système « totalitaire »

Sociologue et essayiste québécois, Jacques B. Gélinas sera à Porto Alegre

CHARLES CÔTÉ
charles.cote@lapresse.ca

À 72 ANS, Jacques B. Gélinas n'a pas l'intention de ralentir. D'abord coopérant en Amérique latine dans les années 1960, puis étudiant au doctorat en sociologie du développement et professeur au Chili, il revient enseigner à l'Institut de coopération internationale (autrefois affilié à l'Université d'Ottawa et disparu l'an dernier).

En 1978, il entre au service du gouvernement du Québec, aux Affaires internationales, et travaille à l'ouverture de délégations en Amérique latine. En 1984, il est nommé délégué du Québec au Venezuela, pour ensuite s'occuper des dossiers de la francophonie. Depuis sa retraite, il est essayiste et conférencier. Après son premier ouvrage, *Et si le tiers-monde s'autofinçait?* il publie en 2000 *La Globalisation du monde: laisser faire ou faire*, un essai fort bien documenté, en nomination aux prix du Gouverneur général en 2001.

Q LA PRESSE: Vous préférez parler de «globalisation» plutôt que de «mondialisation». Pourquoi?

R JACQUES B. GÉLINAS Comme disait Camus, c'est ajouter aux malheurs du monde que de mal nommer les choses. La mondialisation a commencé avec Christophe Colomb et le désenclavement des continents. Par contre, le mot globalisation n'existait pas en anglais avant 1980, c'est un néologisme autant en anglais qu'en français. Il comporte un aspect planétaire, mais aussi totalitaire: englober toutes les activités elles-mêmes dans le marché. Rien

en dehors du marché, c'est ça, la globalisation.

Q Quelles critiques adressez-vous à ce mouvement?

R C'est un système conforté par une idéologie. Il veut dire en même temps la concentration de la richesse et du pouvoir. Sans l'État, la concurrence devient nécessairement monopoliste. C'est ce qu'on voit avec les fusions et les acquisitions, jusqu'à ce qu'on arrive à un monopole. Voyager, communiquer, c'est la mondialisation. Mais quand il n'y a plus qu'une seule compagnie qui nous fait voyager, c'est la globalisation.

Q Y trouvez-vous des côtés positifs?

R Oui, c'est un système extrêmement efficace! Trop efficace pour la santé des gens et de la planète.

Q Quels en sont les protagonistes?

R Ce sont les sociétés transnationales, appuyées maintenant par les politiciens. Aux États-Unis, c'est évident. Il y a un asservissement de la classe politique. Il y a aussi des compagnons de route, comme les organisations criminelles transnationales. Mille milliards de dollars à blanchir chaque année, cela ne peut se faire sans la complicité du système.

Et les contremaîtres: les politiciens, les hauts fonctionnaires internationaux et nationaux. Ils prennent leurs directives à l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique). Il y a 60 000 fonctionnaires du monde entier qui

passent là chaque année. Ils y apprennent des concepts comme la privatisation du système de santé, la flexibilité du travail...

Q Cela ressemble à une théorie de la conspiration...

R Ce n'est pas nécessaire de conspirer: ils vont dans le même sens! C'est plutôt une convergence d'intérêts. Je suis d'accord avec John Saul quand il dit: «Pour comprendre notre époque, il faut percevoir l'amoralité de nos élites.»

Q Qui s'oppose à la «globalisation»?

R L'autre force en présence qui commence à émerger, ce sont les citoyens. La société civile, c'est le citoyen organisé face au pouvoir. Aujourd'hui, il y a deux formes de pouvoir: l'État et les sociétés transnationales. Dans ce camp, les citoyens sont considérés seulement comme des consommateurs. Certains citoyens, bercés par la prospérité, avaient accepté d'être confinés à ce rôle. Dans le tiers-monde, ils ont commencé à s'organiser dès les années 1980. Au Nord, c'est plus récent. Ces organisations commencent à prendre une forme internationale. La première manifestation de cette nouvelle force, c'est à Seattle. Le mouvement est international parce que tout le monde est touché: tout le monde respire, tout le monde boit de l'eau.

Q Quel est cet autre monde dont rêvent les délégués au Forum social mondial? Une nouvelle utopie?

R Les gens ont peur des utopies. Mais

quand les femmes ont commencé à réclamer des droits, on les a traités d'utopistes, de neurasthéniques. Le projet est en train de s'élaborer. Ses fondements sont la solidarité et le partage. Il se produit suffisamment de nourriture pour nourrir tout le monde sur la planète, et abondamment. Un autre fondement est le respect de l'environnement. Ceux qui se ferment les yeux sur ces problèmes ont des intérêts plus grands et plus immédiats, mais pour la plupart des citoyens, c'est une priorité. Il faut aussi refaire l'économie sur une nouvelle base: le mutualisme, le coopérativisme. C'est une tâche colossale, mais c'est la première fois dans l'histoire que tous les problèmes se posent en même temps et qu'on en est conscient.

Q Comment ne pas voir là une renaissance du socialisme?

R Quand on protestait dans les années 1960, il y avait un modèle alternatif, le socialisme. Si ce modèle a fait faillite, c'est qu'il n'est pas parti de la base. Aujourd'hui, il n'est pas question d'idéologie. Une foule d'organisations locales reprennent le monde en main: l'économie, le politique, l'environnement. Partout, le mot-clé est la réappropriation.

Q Qu'attendez-vous du FSM?

R On ne s'attend pas à convertir le Fonds monétaire international (FMI) ou Bill Gates. Mais il va y avoir un petit effet. C'est une révolution qui se fait de l'intérieur peu à peu. On n'a pas le choix: on ne peut pas faire sauter la planète et en faire une autre à côté!

MONDE

Manifestations de soutien à Arafat, assiégé par Israël et fustigé par Bush

NAJIB FARAJ
Agence-France-Presse

BETHLÉEM, Cisjordanie — Plusieurs milliers de Palestiniens ont manifesté hier à Bethléem et dans d'autres villes palestiniennes leur soutien au président palestinien Yasser Arafat, assigné à résidence par Israël à Ramallah, où un Palestinien a été abattu par l'armée israélienne.

Sur le plan politique, Israël et les États-Unis maintenaient la pression sur le président palestinien Yasser Arafat, accusé d'encourager « le terrorisme », au lendemain de bombardements aériens israéliens en représailles à un attentat à Tel-Aviv.

« Les États-Unis ont compris à leur tour que non seulement Arafat est impliqué dans le terrorisme mais qu'il ment d'une manière effrontée », a déclaré hier le secrétaire du gouvernement israélien Gideon Saar.

M^{me} Condoleezza Rice, conseillère du président George W. Bush pour la sécurité nationale, a assuré que la phase actuelle « impose au président Arafat de prendre des mesures contre le terrorisme (...) et de l'extirper de l'Autorité palestinienne ».

Ces déclarations font suite à des propos très durs du président américain, qui s'est déclaré être « très déçu » par M. Arafat, qu'il a accusé

de « renforcer la terreur ». M. Powell a de son côté affirmé qu'« un éventail d'options » était à l'étude pour sanctionner le président palestinien.

Intervenant directement sur la chaîne satellitaire arabe Al-Jazira, M. Arafat a répliqué : « Nous demandons (aux Américains) de ne pas se fonder sur les rapports israéliens pour juger la situation dans les territoires. Qu'ils envoient des émissaires, qu'ils renvoient le général Zinni pour qu'il se rende compte par lui-même de l'escalade militaire israélienne. »

Il est « du droit du peuple palestinien de se demander pourquoi la communauté internationale reste silencieuse face » aux bombardements israéliens, a-t-il ajouté. Dans les territoires, l'Autorité palestinienne a encouragé des manifestations de soutien au président Arafat, comme à Bethléem (au sud de Jérusalem), où se sont rassemblés 8000 à 10 000 hommes, femmes et enfants, brandissant des drapeaux palestiniens et scandant des slogans nationalistes.

« Nous sommes ici pour dénoncer les actions israéliennes contre le président Arafat et les représailles contre le peuple palestinien », a déclaré Issa Qaraqa, un membre du Conseil législatif (Parlement) palestinien, appartenant au Fatah, mouvement de M. Arafat.

À Gaza, un millier de personnes, parmi lesquels des représentants de diverses associations professionnelles, ont défilé en signe de soutien à M. Arafat et se sont rassemblés devant la représentation de l'ONU dans la ville.

Les manifestants ont remis au représentant de l'ONU une lettre réclamant l'envoi d'observateurs internationaux — ce qu'Israël refuse — et la « levée du siège » imposé au président Arafat.

D'autre part, 700 personnes se sont rassemblées devant le quartier général de M. Arafat à Ramallah, où il est confiné depuis le 3 décembre, pour lui témoigner de leur appui.

Le dirigeant palestinien les a remerciés, déclarant : « Si des chars israéliens ne sont pas parvenus à m'intimider à Beyrouth (en 1982), il ne me feront pas peur en Palestine. »

En Israël, plusieurs centaines d'Arabes israéliens ont témoigné de leur solidarité avec les Palestiniens en manifestant contre la poursuite de l'occupation de la Cisjordanie et la bande de Gaza, ont rapporté des témoins.

Un millier de pacifistes israéliens ont d'autre part accusé le premier ministre Ariel Sharon de « mener le pays vers la catastrophe », lors de deux sit-in, à Jérusalem et à Tel-Aviv.

Quelques violences ont émaillé la journée. Selon des sources de sécurité palestinienne, Israël a ainsi tiré quatre missiles sur le nord de la bande de Gaza.

À Ramallah, un Palestinien de 29 ans, membre du mouvement radical islamiste Hamas, a été tué à un barrage routier par des tirs de soldats israéliens.

Cette mort porte à 1166 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'intifada, le 28 septembre 2000, dont 894 Palestiniens et 250 Israéliens.



Photo AP
Ce vieil homme palestinien appose ses lèvres sur une photo du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, lors d'une manifestation en sa faveur hier à Bethléem.



France | Chirac mobilise

JACQUES CHIRAC, plus que probable candidat à un nouveau mandat présidentiel, a réuni hier le premier cercle de ses soutiens et les a invités à s'investir dans « le débat de fond » de la pré-campagne, lui-même ne souhaitant pas accélérer l'annonce de sa candidature. « Le temps de la campagne n'est pas encore venu, mais le temps du débat démocratique peut commencer », a déclaré le président de la République. « Ce temps vous appartient. Vous devez dès maintenant l'occuper en proposant à nos compatriotes votre vision de l'avenir », a poursuivi Jacques Chirac, selon l'un des participants. « Il importe que le débat se noue avec les Français. Ce débat de fond, vous devez vous y engager et le conduire », a dit Jacques Chirac à ses lieutenants. — d'après AFP

Espagne | Coup porté à l'ETA

LA SAISIE hier à Serres-Castet (Pyrénées-Atlantiques) d'un peu moins d'une tonne de dynamite et de tout un arsenal destiné à commettre des attentats « est un coup sérieux » porté à l'ETA mais l'organisation séparatiste basque « a prouvé » par le passé « sa capacité à rebondir », a indiqué Jean-Pierre Dréno, procureur de la République à Pau. « Les habitants du pavillon ont passé une partie de leur temps à confectionner des engins pour commettre des attentats. Ils mettaient au point des colis piégés, des jardinières piégées, des valises piégées », a-t-il précisé devant la presse. Outre des documents, du matériel « important » servant à fabriquer des bombes, des véhicules portant de fausses plaques d'immatriculation, des armes de guerre et plusieurs lance-roquettes ont été retrouvés par les enquêteurs. — d'après AFP

Espagne | Aznar reste à la barre

LE CHEF DU GOUVERNEMENT espagnol José María Aznar a été réélu hier à Madrid président du Parti populaire (PP, droite) lors du 14^e congrès de cette formation au pouvoir depuis 1996. C'est la cinquième fois que M. Aznar, qui aura 49 ans en février prochain, est élu à la tête du PP, dont il a pris le commandement en 1990. Seul candidat, il a obtenu 99,6 % des voix des délégués du PP contre quelques bulletins blancs ou nuls. M. Aznar a confirmé qu'il ne briguera pas un nouveau mandat de chef du gouvernement lors des élections de 2004, et que c'était aussi la dernière fois qu'il était candidat à la présidence du PP. « La prudence et la responsabilité m'amènent à prendre cette décision. Je ne crois pas en la prolongation personnelle des leaderships politiques », a-t-il expliqué. Il n'a en revanche livré aucune piste au sujet de sa succession. — d'après AFP

Washington serait ouvert à un accord contraignant sur le nucléaire, selon Moscou

L'arsenal des É.-U. passerait de 6000 ogives à 1700, le russe serait réduit à 1500 ou moins

Agence France-Presse

MOSCOU — Les États-Unis acceptent que l'accord à venir de réduction des armements stratégiques ait une forme juridique contraignante, selon un communiqué diffusé hier par le ministère russe des Affaires étrangères.

Le ministre titulaire, Igor Ivanov, a tenu à ce sujet vendredi un entretien téléphonique avec son homologue américain Colin Powell, selon ce communiqué transmis à l'AFP.

Au cours de cette conversation, les deux parties ont « confirmé leur disposition mutuelle à mettre au point des accords juridiquement contraignants sur des réductions radicales et vérifiables d'armes stratégiques offensives, ainsi qu'un nouveau cadre de relations stratégiques », selon le communiqué.

Les États-Unis sont prêts à réduire unilatéralement l'arsenal nucléaire américain de 6000 têtes à 1700 ogives dans dix ans. La Russie est prête à réduire son arsenal à quelque 1500 ogives nucléaires, voire moins.

Mais alors que Moscou tient à ce que cette réduction fasse l'objet d'un traité contraignant, Washington veut une formule plus souple, fondée sur la confiance.

Les États-Unis souhaitent conserver une partie des têtes nucléaires retirées de leurs vecteurs.

Le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères ne mentionne pas d'autre revendication posée par Moscou, qui veut que les réductions envisagées soient irréversibles.

Des inspecteurs s'amènent en Irak pour des « inspections limitées »

Dans le champ de mire des agents de l'ONU, un centre de recherche nucléaire près de Bagdad

Associated Press

BAGHDAD — Des experts internationaux en énergie nucléaire sont arrivés vendredi à Bagdad pour commencer des inspections « limitées » dans un centre de recherche nucléaire, a annoncé une porte-parole de l'agence sur l'énergie atomique de l'ONU, basée à Vienne.

Melissa Fleming a déclaré à l'AP que les sept membres de l'agence internationale de-

vaient commencer leurs inspections hier dans le centre de recherche nucléaire de Tuweitha, situé à environ 25 kilomètres à l'est de Bagdad.

L'équipe, qui doit quitter la capitale irakienne le 31 janvier, va conduire une « inspection très limitée » pour s'assurer que le matériel nucléaire est toujours scellé et surveillé. Cette inspection fait partie d'un accord annuel établi par le Traité de non-prolifération nucléaire.



Le président des États-Unis, George W. Bush

Bush en baisse

d'après AFP

ROCHESTER — La cote de popularité du président américain George W. Bush a enregistré en janvier une baisse de 3 points par rapport à décembre, ce qui confirme un glissement régulier au cours des derniers mois, indique un sondage publié hier par l'institut Harris Interactive.

En janvier, 79 % des personnes interrogées approuvaient l'action du président (19 % la désapprouvant), contre 88 % en octobre, un mois après les attentats du 11 septembre, 86 % en novembre et 82 % en décembre, souligne l'institut.

Le secrétaire d'État Colin Powell, précise encore ce sondage, reste le membre le plus populaire de l'administration américaine, 84 % des personnes l'approuvant. Le procureur général John Ashcroft arrive en deuxième position avec un taux de 64 %.

La cote du vice-président Richard Cheney, qui apparaît très peu dans les médias depuis la crise du 11 septembre, a nettement baissé, passant de 69 % en octobre à 55 %, a ajouté l'institut.

Enfin, pour le deuxième mois consécutif, a précisé Harris Interactive, l'économie vient en tête des préoccupations des Américains (32 %), loin devant le terrorisme (24 %). L'Afghanistan retient l'attention de 7 % des personnes interrogées, contre 15 % en décembre.

Cette enquête a été réalisée par téléphone du 16 au 21 janvier auprès de 1011 personnes.

Argentine : concert de casseroles national contre les gens du pouvoir

KEVIN GRAY
Associated Press

Buenos Aires — Les Argentins sont descendus dans les rues en masse dans toutes les grandes villes du pays, manifestant leur colère à coups de casseroles dans la nuit de vendredi à hier. C'était la première mobilisation nationale contre le nouveau gouvernement du président péroniste Eduardo Duhalde depuis son arrivée aux commandes il y a trois semaines.

Hier, le président Duhalde a appelé les Argentins à la patience, affirmant qu'il faisait le maximum pour sortir le pays de la crise.

« Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes du pays en trois semaines », a-t-il déclaré à la radio. « Je demande une seule chose aux Argentins : gardez espoir (...) Je suis ici seulement pour deux ans, et je promets qu'à la fin de mon mandat, le pays sera à nouveau sur de bons rails ».

Les manifestations, pacifiques toute la soirée, avaient dégénéré à Buenos Aires plus tard dans la nuit. La police avait tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, après que de petits groupes s'en furent pris aux forces de l'ordre, leur jetant des pierres et incendiant des pneus. Des milliers de

policiers anti-émeutes et de mornards casqués avaient été déployés dans le secteur stratégique de la Plaza de Mayo, le gouvernement craignant des violences.

Au moins 13 personnes ont été blessées, dont 10 policiers, dans les échauffourées devant la Casa Rosada, le palais présidentiel au cœur de Buenos Aires. Et des dizaines d'autres auraient été interpellées, alors que des groupes de manifestants ont continué à parcourir les rues du centre-ville toute la nuit.

Mais rien à voir avec les sanglantes émeutes et pillages du mois de décembre, qui avaient causé la mort de 26 personnes et provoqué la chute du dernier gouvernement

élu du pays, celui de Fernando de la Rúa, puis de l'intérimaire Adolfo Rodríguez Saa.

Dans la soirée, quelque 10 000 personnes, venues à l'appel des comités de quartier et très motivées malgré l'orage qui déversait sur elles des trombes d'eau, s'étaient livrées à un « cacerolazo » géant, un de ces traditionnels concerts de casseroles emblème du mécontentement d'une classe moyenne que la récession a fait tomber dans la pauvreté et rejetant en bloc une classe politique dont elle dénonce la corruption et l'incurie.

« Dehors ! Dehors ! », scandaient les manifestants à l'adresse de l'équipe Duhalde. « Tous des vo-

leurs ! », hurlait un autre manifestant. « Nous en avons marre des politiciens. Les gens veulent leur argent, et des solutions pour sortir de la crise », soupirait Adolfo Valotta, avocat de 29 ans. Au cœur de la colère, le gel des comptes bancaires, qui empêche les Argentins d'accéder à leurs économies. Nombre d'entre eux veulent également l'organisation de vraies élections populaires.

Dans tous les pays, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des « cacerolazos », en général dans le calme, même si l'on faisait état en plusieurs endroits de jets de pierres contre les vitres d'agences bancaires.



PARCOURUE PAR RENÉ PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

De maladie de foie, en crise de foi

Enron remet en cause les acquis de confiance américains... au-delà, bien sûr, de la victoire afghane

Quand même : la gloutonnerie des cadres supérieurs, chez Enron, aura fini par leur donner des maux de ventre. Le président du conseil Kenneth L. Lay — le « Kenny Boy » cher à George W. Bush — s'est trouvé mal, la semaine dernière, au point qu'il a remis sa démission, ce qui lui donnera le loisir de fréquenter enquêteurs, avocats et juges pendant quelques années. Un de ses ex-collègues, Clifford Baxter, qui fut, lui, un vice-président d'Enron — semble-t-il plutôt mauvaise tête — aura connu un finale simplifié : on l'a trouvé mort la semaine dernière en banlieue de Houston, s'étant apparemment suicidé.

Mais on aurait tort de s'apitoyer sur des têtes d'affiches de tabloïd, car le scandale Enron est gros au point où c'est tout le grand corps politico-financier des États-Unis qui éprouve des maux de ventre. Oups ! Une intelligentsia d'outre-frontières se dit qu'une maladie de foie, ça se soigne, mais que ce qu'il faut éviter, c'est la crise de foi.

Croire dans le système

Croire dans le système, c'est une mission à tout prix. Le secrétaire au Trésor des États-Unis, Paul O'Neill, fut l'un des premiers à le pressentir.

Dans les premières heures du drame Enron, il a oublié le « conservatisme de compassion » cher au président Bush en campagne électorale. Sa première pensée ne fut pas pour les milliers d'employés qui auront perdu leur caisse de retraite et les milliers de petits épargnants qui ont été lavés dans l'affaire Enron ; il s'est plutôt empressé d'expliquer, d'abord et avant tout, que la faillite d'Enron n'est rien d'autre, finalement, qu'une sorte d'aléa « normal » en système capitaliste. Des chroniqueurs, comme l'un du *New York Times*, ont alors pensé qu'il venait de signer son arrêt de mort politique. Ce n'est pas fait. C'est qu'il n'a pas nécessairement menti, malgré ses mots crus.

La même logique se retrouve, revêtue de dentelles ecclésiastiques, dans un récent éditorial de *The Economist* : « Pour l'essentiel, la faillite d'Enron ne fait qu'illustrer un côté rustre et frustré (*rough-and-tumble*) du capitalisme américain, le système le plus réussi que le monde n'ait jamais connu. » Réflexe intellectuel glacial, mais on s'est quand même, ici, senti obligé de sortir l'évangile des boules à mites. C'est obligé car la foi dans le système est par moments vacillante, à l'externe d'ailleurs comme à l'interne.

Cette crise de foi, un intellectuel comme David Rothkopf croit la déceler à l'extérieur des États-Unis. Sorte de fervent croyant, suspicieux de Satan mais bon joueur quand même, il cherche confusément, dans un article que publie le *Washington Post*, où peut bien se nicher actuellement le prochain « Karl Marx » qui voudra défier le capitalisme. C'est très embêtant.

Non, ce Karl Marx ne sera pas communiste. Il s'agit plus modestement de quelqu'un qui rêve d'une solution de rechange au « capitalisme américain », mais qui fera école.

Il (ou elle) se trouve peut-être à taper inlassablement sur une casserole, ces jours-ci, dans les faubourgs de Buenos Aires. Il est peut-être de ces Palestiniens qui, le 11 septembre, applaudissaient à l'effondrement du World Trade Center ; à moins qu'il n'ait été de cette foule d'Indonésiens qui, après le coup de Manhattan / Pentagone, ont défilé sous la bannière d'Oussama ben Laden. Mais au fait, c'est peut-être modestement cette Nigérienne dont la fille, en manque de médicaments, vient de mourir, empoisonnée par l'eau du patelin, comme c'est le cas de 25 000 enfants chaque jour dans le monde. Mais — bof ! — il est plus vraisemblable que ce futur contre-poids du capitalisme américain, ce soit un Russe qui cherche fébrilement une formule intermédiaire, écoeuré qu'il est tant par le système (communiste) dont il est sorti que par celui (américain) qui l'attend.

En bref, si on interprète l'auteur angoissé : nous les Américains on domine tout ça, mais quelqu'un, quelque part, nous attend au détour. C'est pas dangereux, mais c'est agaçant.

Des valeurs périssables

C'est que la foi, après tout, c'est une chose qui peut se perdre, on a déjà vu. Des millions de cocos sur cette planète s'en souviennent. Sur notre continent par contre, cette foi en la façon de faire américaine est autrement vive, n'est-ce pas ? Mais, évidemment, des affaires comme Enron menacent la flamme.

Dans *Business Week*, un analyste croit avoir cerné le problème et lance un cri d'alarme : qu'on ne s'y trompe pas, dit Bruce Nussbaum,

c'est rien moins que l'honnêteté et l'intégrité de la culture entrepreneuriale qui sont en cause. Des affaires comme le scandale Enron résultent des dérèglementations survenues ces dernières années. De sorte que nombre d'entreprises aujourd'hui en arrivent à maquiller leurs revenus réels sans pour autant agir dans l'illégalité, pendant que le modeste investisseur est de fait leurré.

Mais pour l'Américain moyen, il est probable que la « crise » Enron dépassera le problème de la quincaillerie juridique entourant la Bourse. Les Américains (comme les Français le vivent ces dernières années) auront peut-être l'occasion d'en savoir un peu plus que les Canadiens sur les vrais rapports qui

trois quarts les républicains, qui contrôlent la Maison-Blanche et la Chambre des représentants. Mais les petits génies d'Enron voyaient plus loin : et il se trouve que la majorité des élus des deux chambres qui vont siéger sur la dizaine de commissions d'enquête menées par le Congrès sur l'affaire Enron ont touché, à des degrés variables, des contributions électorales du failli texan.

Le *New York Times* d'il y a deux jours a apporté des précisions là-dessus : des 248 sénateurs et représentants qui vont siéger au sein des 11 commissions d'enquête du Congrès, 212 ont touché des contributions électorales d'Enron ou de sa firme de vérificateurs « externe », Arthur Andersen. C'est un peu gé-

néral par le Congrès depuis l'époque du Watergate, note le *Washington Post*.

Les démocrates paraissent ainsi, à ce moment-ci du moins, vouloir mettre l'accent plus sur les réformes électorales qui s'imposent pour la crise de foi nationale, que sur les maladies de foie du capital. Pour lesquelles d'ailleurs la rémission est prévue dans les bouquins de « MBAs ».

L'initiative démocrate, appuyée par quelques braves républicains, vise à interdire dans le processus électoral le « soft money », c'est-à-dire les moyens détournés ou périphériques d'en arriver à aider financièrement un parti ou un candidat, une technique fort développée chez Enron.

Le Sénat à majorité démocrate

ney ». Et que les démocrates n'ont besoin que de six sièges supplémentaires pour obtenir à la Chambre des représentants en novembre la majorité qu'ils détiennent déjà au Sénat. Grisant !

Pourquoi tant de fric politique ?

Mais au fait, à quoi sert tant d'argent dans le système politique américain ? À s'en mettre plein les poches comme élu ? Pas nécessairement. L'argent sert d'abord à acheter du temps d'antenne à la télévision, pardi ! Pour se faire réélire.

L'idée est toute simple : la télé constitue le moyen de loin le plus efficace d'accéder à la cuisine, au salon, voire à la chambre à coucher — ou aux WC — des électeurs. Et ça coûte d'autant plus cher, la télé,



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

existent entre le fric et leur capitale nationale, auquel cas on aura encore une fois été battus, nous, citoyens du Canada. Non, non, non !

Tout ça, pourtant, n'est pas certain, car une tiédeur se fait jour chez les militants de la première heure de la vérité Enron.

— Ah ?

— Eh oui !

Bataille autour des urnes

C'est que dans l'univers politique américain, l'affaire Enron, largement alimentée à l'origine par des démocrates qui envisageaient ainsi de déculotter les républicains, devient rapidement embêtante, aussi, pour les démocrates.

Au départ, c'était une affaire, aux contours limités, de crédibilité de « la Bourse ». Mais ces fottus *middle-class*, de banlieue ou de condos urbains — comme plein de petites gens par ailleurs — paraissent avoir découvert que le système repose non seulement sur la crédibilité technique de la Bourse, mais aussi sur la crédibilité humaine des rapports entre les forces de l'argent et les élus. L'affaire Enron à cet égard est embêtante pour tout le monde.

On sait que les largesses électorales d'Enron ont avantagé aux

nant.

Les républicains ont vite saisi l'astuce. Dès les premières heures du scandale, un média proche du pouvoir comme CNN insistait déjà lourdement en soirée sur le fait que tant des démocrates que des républicains avaient mangé à l'auge d'Enron (sans trop insister sur le fait qu'il y avait là, à la même table, une truie et un goret).

La presse conservatrice en général a vite repris le refrain à l'unisson. Aujourd'hui, le message républicain lancé aux démocrates paraît clair : « Attention, si vous nous coulez, vous coulez avec nous ! » Certains en concluent déjà que l'efficacité des commissions d'enquête du Congrès pourrait s'en trouver diminuée.

La réplique démocrate

Mais les démocrates ne sont pas, eux non plus, dénués de jarnigoine. Vu les circonstances, ils viennent d'enfourcher un autre cheval de bataille ; ils défrayaient la manchette des grands médias, il y a trois jours, en forçant la Chambre des représentants à voter sur un projet de loi qui vise à restreindre le financement des campagnes électorales. Il s'agit de l'initiative de cette nature la plus sévère étudiée

avait déjà adopté ce type de programme le printemps dernier, mais les républicains qui contrôlent l'ordre du jour de la Chambre des représentants refusaient de le soumettre au vote des élus. Ils sont désormais contraints de le faire puisqu'en vertu des règles de la Chambre, les partisans du projet de loi viennent de réunir les 218 signatures obligeant la tenue d'un vote sur la question. Jeudi dernier, deux autres représentants républicains et deux démocrates ont finalement souscrit à la démarche, ouvrant les vannes du vote.

Les patrons de la majorité républicaine de la Chambre des représentants sont furieux, note le *Washington Post*, parce qu'ils estiment que pareilles restrictions au « soft money » avantageront les démocrates... tout en posant des problèmes d'interprétation constitutionnelle. (Car dans ce pays champion de la démocratie universelle, la Cour suprême a établi le financement électoral libre comme une sorte de principe d'oxygène de la vraie démocratie. Et, bien sûr, il se trouve toujours des avocats qui veillent au grain.)

C'est que plus de républicains que de démocrates roulent, en campagne électorale, sur le « soft mo-

que ses magnats connaissent leur pouvoir sous ce rapport, et qu'ils pourraient partis et candidats en conséquence. C'est-à-dire à des tarifs exorbitants.

Un gars qui va crever avec un problème de conscience, admet-il lui-même, c'est le vieux Don Hewitt, producteur de l'émission *60 minutes*, de CBS News, mais qui, surtout, fut le producteur du premier grand débat électoral télévisé de notre civilisation, en 1960, entre Richard Nixon et John F. Kennedy.

« C'était alors la télévision à son mieux. Mais tout ça, en 42 ans, aura dégénéré en politique à son pire », écrit-il, amer, dans un article reproduit dans le *New York Times*.

Eu égard à notre entrée en matière c'est trop facile, mais allons-y quand même : la maladie de foie des télédiffuseurs américains aurait-elle un lien avec la crise de foi des spectateurs-électeurs américains ? ...qui votent de moins en moins, *by the way* ?

Forum



Ce n'est pas une hausse des taux d'intérêt dans le but de réduire la demande qui a déclenché la récession, mais plutôt la correction majeure sur les marchés financiers et l'affaiblissement de la demande privée, estime le professeur Rabeau.

Une reprise peu vigoureuse?

Les investisseurs miseraient sur la seconde vague de la révolution numérique

Nous terminons aujourd'hui une série de deux textes de l'économiste Yves Rabeau portant sur la récession actuelle.



YVES RABEAU

L'auteur est professeur titulaire au département de stratégie des affaires de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

ON PEUT INTERPRÉTER la récession actuelle comme une pause permettant à l'économie d'absorber les excès de spéculation ainsi que les autres impacts de la première vague de numérisation. Une seconde vague d'innovation pourrait bientôt apparaître et se poursuivre sur des bases plus solides. À cet égard, il faut mentionner que le processus d'innovation n'a pas été entièrement stoppé par la récession puisque l'industrie du capital de risque a continué à injecter des fonds dans de nouveaux projets surtout dans le domaine de la santé. L'émission de brevets en Amérique a été importante l'an passé reflétant la vigueur de la recherche et de la commercialisation de nouveaux produits. Mais, les investissements des entreprises dans les nouvelles technologies, nous l'avons vu, étaient en chute libre.

La reprise modérée de la bourse au cours des dernières semaines suggère que les investisseurs attendent cette seconde vague de la révolution numérique. Il y a même un certain excès d'optimisme puisque certains titres des entreprises au cœur de la numérisation sont revenus à des multiples très élevés des profits courants.

Mais la réalité économique est plus complexe : la reprise pourrait être plus longue à venir et surtout moins vigoureuse qu'initialement anticipée.

Le risque de déflation

Grâce à des gains constants de productivité et une stabilité relative du prix des matières premières, aucune tension inflationniste ne s'est manifestée du milieu des années 90 jusqu'à la fin de la période d'expansion. Ce qui a fait la force de cette expansion risque de devenir un obstacle à la reprise. En partie à cause du repli des prix énergétiques, le taux d'inflation a fléchi depuis le début de la récession et est même devenu négatif aux États-Unis en fin d'année.

Pour comprendre le jeu de la déflation, il faut se référer à la croissance nominale du PIB. Celle-ci comprend l'augmentation réelle de la production et celle des prix. Cette croissance dépend en grande partie de l'augmentation des salaires et des profits. En récession, le PIB réel (c'est-à-dire net d'inflation) diminue reflétant la baisse de l'activité économique. Si, en plus, les prix baissent, la variation nominale du PIB devient alors négative. Dans ces conditions, pour obtenir des augmentations de profit susceptibles de relancer les investissements et de stimuler les marchés financiers, il faudrait que la masse

salariale baisse. Ce résultat n'est possible que si l'emploi ou/et les taux de salaires diminuent. Avec la rigidité à court terme des taux de salaires fixés par contrat, c'est plutôt l'emploi qui baisserait. Ceci irait plutôt dans le sens d'un prolongement de la récession. On voit ainsi les embûches soulevées par une baisse du PIB.

Politique monétaire

La baisse des taux d'intérêt n'est-elle pas susceptible de relancer les dépenses et de nous éviter ainsi une spirale déflationniste ?

Dans les récessions passées, les politiques monétaires expansionnistes ont toujours réussi à relancer l'économie et il a fallu plutôt contrôler la baisse des taux pour éviter une reprise de l'inflation. L'instrument monétaire est en général efficace pour la régulation de la demande.

Mais les conditions présentes sont particulières. D'abord, nous l'avons vu, ce n'est pas une hausse des taux d'intérêt dans le but de réduire la demande qui a déclenché la récession mais plutôt la correction majeure sur les marchés financiers et l'affaiblissement de la demande privée. Il n'y a donc pas eu d'excès de demande que la politique monétaire aurait comprimé et qui aurait pu réapparaître avec une baisse des taux.

Avec les faibles taux d'intérêt, les consommateurs vont d'abord rembourser leurs dettes appréciables contractées au cours des dernières années et rééquilibrer leur bilan financier. Les entreprises aussi fortement endettées profitent de la baisse du coût du capital pour améliorer leur situation financière plutôt que d'investir. Il faut noter que le

poids des dettes dont la valeur reste entière tend à augmenter en proportion du PIB nominal lorsque ce dernier fléchit et représente un fardeau croissant pour l'économie. De plus, en déflation, les agents économiques ont tendance à remettre leurs achats à plus tard en anticipant des baisses additionnelles de prix.

De façon générale et à titre de règle approximative, on considère qu'il n'y a plus d'incitation à investir lorsque les taux d'intérêt sont plus élevés que la croissance du PIB. C'est la situation que l'on observe présentement

sur le marché nord-américain de sorte que la politique monétaire n'est peut-être pas aussi expansionniste que l'on serait porté à le croire.

En fait, comme les taux d'intérêt sont toujours positifs même s'ils sont très bas, il peut y avoir une impasse lorsque la croissance nominale du PIB est négative.

La leçon japonaise

Cette situation déjà évoquée par Keynes dans sa *Théorie générale* n'a pas qu'un intérêt académique : le Japon se retrouve dans une telle impasse depuis pratiquement une décennie en dépit de la forte croissance des économies occidentales. Le modèle japonais est en déroute et le taux de chômage s'il était mesuré comme le nôtre, excède les 10 %.

Au début des années 90, l'éclatement de la bulle spéculative sur le marché boursier et immobilier, conduisant à une évaporation énorme de la richesse financière du pays, a



Pour Yves Rabeau, il n'y a aucun doute qu'avec les faibles taux d'intérêt, les consommateurs vont d'abord tenter de rembourser leurs dettes appréciables contractées au cours des dernières années et rééquilibrer leur bilan financier.

plongé l'économie en récession et bouleversé tout le système financier. Face à la stagnation de la demande, les autorités japonaises ont utilisé à fond les politiques budgétaire et monétaire pour relancer leur économie. D'immenses travaux d'infrastructures publiques au milieu des années 90 ont évité que l'économie sombre dans une dépression mais n'ont pas réussi à la remettre sur un sentier d'expansion. Le financement de ces travaux a laissé le gouvernement japonais avec une immense dette équivalente à 130 % du PIB. Les taux d'intérêt réduits à presque zéro permettent au gouvernement de réduire le coût de service de sa dette mais ne sont pas arrivés à relancer la demande privée.

Même si les grandes entreprises du pays se sont résolument engagées dans la révolution numérique en étant parfois même en avance sur leurs concurrents occidentaux et qu'elles continuent de jouer un rôle important sur le marché mondial, l'économie locale n'arrive pas à redémarrer. La population vieillissante du Japon préfère épargner en prévision de sa retraite plutôt que dépenser et les entreprises locales ne sont pas incitées à investir devant l'atonie de la demande même si le coût d'emprunt est pratiquement nul.

D'autre part, il faut souligner que les hommes politiques n'ont pas réussi à mettre de l'avant les changements structurels qui auraient permis d'insuffler plus d'oxygène dans l'économie. La réforme du monde des institutions financière est toujours reportée ; il faudrait laisser faillir les banques non solvables plutôt que tenter de les fusionner avec des institutions rentables. La fiscalité des entreprises devrait être modernisée et l'ouverture à la concurrence du marché intérieur

tarde, ce qui est un frein au développement des marchés locaux.

Ainsi l'expérience japonaise démontre que dans certaines conditions, les politiques monétaire et budgétaire ne suffisent plus pour relancer l'économie. La disparition massive de richesse financière peut laisser des traces qui sont très longues à effacer. Le vieillissement de la population change le comportement des consommateurs. Le retard à moderniser les lois et structures régissant l'économie peut être très coûteux. L'innovation technologique seule n'assure pas la prospérité et doit pour créer de la richesse, s'accompagner d'entrepreneurs, de marchés financiers dynamiques et de saine concurrence sur les marchés.

Perspectives canadiennes

On ne saurait transposer ces résultats sans discernement à notre économie. Notamment, notre secteur financier est efficace et demeure en bonne santé même s'il risquait d'être sérieusement affecté par la récession. Nos marchés sont beaucoup plus ouverts que ceux du Japon et la fluidité des marchés nord-américains stimule la concurrence et l'esprit d'entreprise. Cependant, nous devons reconnaître que nous ne sommes pas complètement à l'abri d'une période de déflation.

Avec une récession mondiale en cours, la baisse des prix des matières premières et de l'énergie, la forte concurrence sur les marchés des biens de consommation, les excédents de capacité et l'impact des technologies nouvelles pourraient imprimer une tendance modérée en baisse des prix.

Le vieillissement de la population au Canada et son besoin d'épargne, la perte d'actifs financiers par les ménages et les entreprises et les excédents de capacité dans plusieurs industries sont des obstacles importants à une reprise vigoureuse de l'activité économique. De plus, la part très élevée des dépenses des divers paliers de gouvernements dans le PIB impose aux ménages et aux entreprises canadiennes un fardeau fiscal très lourd qui représente un frein additionnel à la croissance. Enfin, en plus de la lourde fiscalité, la tendance en baisse de la valeur de notre monnaie, en créant un risque de change, rend le Canada moins attrayant pour les investisseurs étrangers. Ces divers facteurs font qu'on ne peut pas rejeter d'emblée un scénario déflationniste qui pourrait à divers degrés s'apparenter à celui du Japon.

■ ■ ■

La lecture de toutes dernières données sur notre économie ne suggèrent pas que la déflation soit imminente. Elle demeure pour le moment un scénario plausible. On doit en connaître les traits essentiels pour pouvoir prendre les mesures qui s'imposent si l'on constatait que le Canada s'engage dans cette voie. La numérisation de l'économie va certes se poursuivre et continuer de transformer la société en profondeur. Forts de l'expérience de la première vague d'innovation, les agents économiques devraient être en mesure d'éviter les activités spéculatives et de créer de la richesse dans un contexte économique plus rationnel et certainement plus difficile qu'à la folle époque de l'explosion des firmes Internet.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

La tête dans le sable



MICHÈLE OUMJET
 michele.oujmet@lapresse.ca

Devant la faiblesse des étudiants en français, les cégeps ont créé des cours de mise à niveau. Cette mesure, fort populaire mais ponctuelle, a donné un coup de pouce aux élèves en difficulté mais elle n'a pas réglé le problème de fond. Un cours de rattrapage de 45 heures ne peut pas corriger les lacunes héritées du primaire et du secondaire pas plus qu'une aspirine ne guérit le cancer.

Devant le nombre important de cégepiens incapables d'écrire deux lignes sans faute, le ministre de l'Éducation, François Legault, a concocté une solution qui entrera en vigueur en septembre : scinder le premier cours obligatoire de français au cégep en créant une voie allégée pour les faibles. Bref, de la littérature pour les forts et de la grammaire, saupoudrée d'un zeste de littérature, pour les faibles.

Cette solution aberrante soulève des questions troublantes. Pourquoi des cégepiens ne maîtrisent-ils pas des notions élémentaires de grammaire, de syntaxe et de ponctuation après avoir passé 11 ans sur les bancs d'école ? Pourquoi diluer le cours de français au cégep alors que les correctifs devraient plutôt être apportés au primaire et au secondaire ? Pourquoi affaiblir le collégial en nivelant par le bas alors qu'il serait tellement plus logique de renforcer les niveaux inférieurs ? La solution tombe sous le sens, non ? Est-ce que le ministre va se mettre la tête dans le sable encore longtemps ?

Le ministre Legault multiplie les niveaux : un cours régulier pour les élèves « normaux », un cours allégé pour les faibles et des cours de mise à niveau pour les faibles-faibles. À quand une quatrième voie pour les faibles-faibles-faibles ? Jusqu'où le ministre est-il prêt à aller pour relever les taux de réussite ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : faire réussir le plus grand nombre d'élèves possibles quitte à affaiblir le contenu des cours et émettre des diplômes à rabais. Le ministre a bien raison de s'inquiéter car les taux de réussite sont lamentablement bas. À peine 60 % des étudiants terminent leur cégep

en quatre ans et demi, alors que le cours dure deux ans.

Alertée par cette situation, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial a pondu, en février 2001, un rapport qui trace le portrait des élèves à risque. Ceux qui flirtent avec l'échec ont obtenu une moyenne inférieure à 70 % au secondaire. À l'automne 1994, ils représentaient 31,5 % des étudiants inscrits au pré-universitaire et 46,6 % en technique. C'est énorme.

Les faibles pèsent lourdement sur le système et ils se cassent les dents sur la philosophie et le français. Parmi tous les cours de formation générale, ce sont ceux où le taux d'échec est le plus élevé. Solution proposée par la Commission : créer un cours allégé en français et en philosophie. Oui pour Socrate, Platon et Aristote mais en simplifiant le contenu et en le branchant sur le vécu — le satané vécu ! — des jeunes. Le ministre s'est empressé de dire oui pour le français. Pour la philosophie, il réfléchit.

Diluer le cours de français crée des effets pervers. Le cégep risque de se « secondariser ». Les jeunes qui suivent ces sous-cours pourront-ils réussir les autres plus coûteux ? Les cégeps multiplieront-ils les versions allégées pour éviter de faire grimper les taux d'échec ?

C'est ce qu'ont fait les anglophones. Ils ont créé une voie allégée en 1994. Au total, 25 % des étudiants sont inscrits dans cette voie. Certains n'arrivent pas à combler leur retard, surtout les francophones. Plusieurs cégeps ont donc appliqué la formule au cours suivant.

Le ministre aura beau multiplier les initiatives ponctuelles, elles ne corrigeront jamais la source du problème, soit l'enseignement du français au primaire et au secondaire. Et ce n'est pas la grande réforme de M. Legault qui va permettre de redresser la barre. Même si les dictionnaires et les grammaires ont été réhabilités, ces efforts sont loin d'être suffisants car le nouveau programme perpétue les travers de l'ancien en privilégiant l'approche communicative.

Le Québec a tellement peur du décrochage et de l'échec qu'il a banni la notion de l'effort. Les élèves ne peuvent pas apprendre le français sans douleur et sans un enseignement systématique des règles sinon ils continueront à écrire au son sans comprendre les rouages complexes de la langue. Penser le contraire relève de la fumisterie.

mystérieuse avocate pour ramasser son demi-million et disparaître. Et, aujourd'hui, en donnant l'impression de simplement évoquer un des nombreux souvenirs cocasses de sa longue carrière. En fait, surtout en ne se rendant apparemment même pas compte qu'il en a à la fois trop dit et pas assez.

S'il est vrai — et on n'a aucune raison de ne pas le croire — qu'une avocate a voulu l'influencer en lui offrant une somme importante de provenance douteuse, il n'apparaît pas plus normal aujourd'hui qu'hier de hausser les épaules en se contentant, comme il l'a fait, de simplement s'exclamer : « Que le diable les emporte ! » Partant de là, et sans égard aux raisons de cette révélation un peu tardive, on ne peut que souhaiter sa collaboration à une enquête qui s'impose pour éclaircir ce mystère et déterminer les suites éventuelles à y donner.

S'il a été tentant de s'en fiche au moment où l'événement s'est produit, il serait cette fois trop facile pour le ministre de se contenter de le raconter comme une anecdote savoureuse. Sans compter qu'il aura dorénavant beaucoup de mal à être crédible alors qu'il se rappelle de petits détails mais prétend avoir oublié tout indice susceptible d'aider les enquêteurs à en savoir plus long pour identifier des coupables. Connaissant la réputation d'absolue intégrité de MM. Chevrette et Royer, personne ne va douter de leur réaction indignée devant cette manœuvre. Mais s'ils devaient maintenant refuser leur concours pour que ça n'en reste pas là, on serait en droit de se poser d'autres questions. Ne serait-ce qu'à propos de l'honnêteté intellectuelle requise pour admettre qu'on peut jadis avoir eu tort mais qu'on peut vouloir réparer ses erreurs...



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Quand donc la Banque interviendra-t-elle pour soutenir le dollar?

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays. La traduction est de La Presse.

(Globe and Mail, 22 janvier)

TANDIS QUE le dollar canadien perd cent après cent sur le marché des changes, la Banque du Canada demeure ostensiblement inactive.

La Loi de 1934 sur la Banque du Canada indique, dès la première phrase, que l'un de ses principaux objectifs consiste à « contrôler et protéger la valeur externe de la monnaie nationale ». Pourtant, au cours des dernières années, la Banque a renoncé à jouer ce rôle, avec le plein accord du gouvernement Chrétien. C'est en 1998 que la banque centrale est intervenue la dernière fois pour soutenir le dollar sur le marché des changes. (...)

Le premier ministre Jean Chrétien invoque depuis longtemps l'argument voulant qu'un dollar faible soit bénéfique aux exportateurs canadiens étant donné que leurs biens deviennent moins chers pour les acheteurs qui disposent de devises étrangères fortes. Pourtant, ce bon côté des choses a perdu de son éclat.

Un dollar faible alimente l'inflation, le croque-mitaine de la Banque du Canada, en haussant le coût des produits importés. Il a une influence paralysante sur la productivité et les gains de placement, car il étrangle les entrepri-



David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada.

ses canadiennes qui achètent de l'équipement produit à l'étranger pour améliorer leurs opérations.

Étant donné qu'aucune des initiatives sur le plan fiscal et monétaire n'ont eu le moindre effet sur la glissade du dollar canadien, nous soumettons qu'il est temps que la Banque du Canada joue un rôle plus interventionniste pour défendre notre monnaie. (...)

Il est peu probable que la Banque se servira de taux d'intérêt plus élevés pour stimuler l'appétit des investisseurs envers notre devise, puisque des hausses de taux appliquées maintenant ralentiraient notre économie déjà anémi-

que. Une mesure qui, en fin de compte, éliminerait tout gain réalisé sur le front de la devise. Il reste alors à la Banque un outil auquel elle n'a pas recours bien souvent : utiliser une partie de ses réserves de devises étrangères (une valeur de 34 milliards de dollars américains) pour acheter des dollars canadiens sur le marché ouvert.

Certes, les interventions ne produisent qu'un effet limité et peuvent même avoir un effet boomerang si elles viennent en contradiction avec les indicateurs de base du marché, soit ceux portant sur la santé de la devise et de la monnaie canadiennes. Mais les économistes nous apprennent que notre ralentissement économique n'est pas aussi prononcé qu'aux États-Unis et qu'une reprise est en vue bientôt. La plupart des indices donnent à penser que si la dernière dégringolade du dollar est véritablement fondée sur les indicateurs de base, principalement les bas prix des produits de base, la situation actuelle pourrait être de courte durée.

Une intervention à son heure sur un marché survendu (intervention qui pourrait se produire bientôt) est susceptible de signaler aux adeptes de la vente spéculative que l'assaut sur les dollars canadiens tire à sa fin. Et même la menace d'une telle intervention pourrait suffire à stopper les ventes.

Il est temps que la Banque du Canada se fasse entendre.

Les frasques de Lastman ne font plus rire

(Toronto Star, 23 janvier)

IL ARRIVE un jour où la tolérance affectueuse tourne au mépris et le maire Mel Lastman est dangereusement prêt d'atteindre ce moment.

Il bénéficie encore du soutien de 47 p. cent des électeurs torontois, mais dans les coulisses du pouvoir, il suscite un malaise embarrassé.

Sa perte de crédibilité n'est pas due à ses faux pas pris isolément, que ce soit sa poignée de mains mal inspirée à un membre des Hells Angels, sa remarque incroyablement stupide concernant sa crainte d'être cuit à petit feu à Mombassa tandis que des indigènes tourmentent autour de lui, ou encore ses aveux touchant son aventure extra-conjugale qui a duré pendant 14 ans.

Non, le problème, c'est qu'on ne peut pas faire confiance à monsieur le maire pour qu'il assume de manière responsable même les tâches les plus courantes de sa fonction.

Un exemple ? Le discours qu'il a prononcé cette semaine devant les 2000 hommes d'affaires rassemblés pour le dîner annuel de la Chambre de commerce de Toronto.

Dans son discours de cinq minutes, tout ce que M. Lastman avait à faire, c'était de lancer un appel vibrant aux décideurs du milieu des affaires de la ville de prêter leurs voix et leur réputation à la campagne de Toronto pour que les questions urbaines figurent au plan d'action national.

M. Lastman a plutôt choisi de raconter une série de blagues de mauvais goût, entrelardées de réveries tirées d'un monologue intérieur et portant sur la faiblesse du dollar canadien et sur ses propres déboires politiques. L'auditoire ne l'a pas trouvé drôle. (...)

À l'hôtel de ville, les conseillers et les fonctionnaires de haut rang esquivent le maire pour gérer le budget annuel de 6,4 milliards de la Ville.

À Queen's Park, c'est le maire suppléant, Case Ootes, et non pas M. Lastman, qui fait figure d'interlocuteur fiable pour la Ville.

Cependant, M. Lastman demeure le leader démocratiquement élu de la Ville et son mandat court jusqu'en novembre 2003.

Si l'avenir de Toronto lui tient à coeur, le maire dispose du choix suivant :

> il peut se reprendre en mains, faire appel à des conseillers capa-

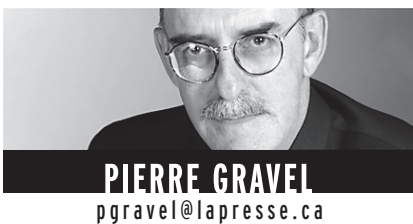


Le maire de Toronto, Mel Lastman, et son T-shirt des Hells.

bles de lui faire éviter les chaussetrappes et garder ses numéros de clown pour les occasions idoines ;

> ou il peut démissionner. Dans le passé, M. Lastman a été un bâtisseur efficace. Il a dirigé habilement le conseil municipal de Toronto (44 membres) et fourni aux résidents des motifs de réjouissance du fait d'habiter dans cette ville dynamique et aux multiples visages. Voilà le maire dont les Torontois ont besoin, sans tarder.

Au-delà de l'anecdote



PIERRE GRAVEL
 pgravel@lapresse.ca

Qu'est-ce qui a bien pu pousser le ministre Guy Chevrette à sortir cette histoire de tentative de corruption dont il soutient avoir été l'objet en 1989 ? Il y a plus de douze ans ! Un incident peu banal mais dont pourtant, depuis, il n'a jamais fait état publiquement.

Était-ce simplement pour attirer l'attention ? Réaffirmer qu'il en a vu de toutes les couleurs et qu'on aurait bien tort de vouloir se passer de lui ? Asticoter son jeune collègue Gilles Baril en montrant les dérives toujours possibles de la part de lobbyistes mal encadrés ? Mais en fait, peu importe ses motifs d'ordre strictement circonstanciel en comparaison de ce qui se dégage, dans un premier temps, de cette curieuse affaire.

Malheureusement pour lui, en effet, ce qu'on en retiendra surtout, ce n'est pas tant qu'il se soit fait offrir un gros lot pour s'opposer à l'étatisation des loteries vidéo. Ni qu'il ait résisté à la tentation. Ce qui risque fort d'en ressortir aujourd'hui, c'est qu'il aura deux fois gravement manqué de jugement dans ce dossier.

D'abord, à l'époque, en n'alertant pas aussitôt la police à propos de cette démarche, à tout le moins louche, dont il avait conscience d'avoir été témoin. À preuve, sa réaction et celle de Jean Royer, un conseiller politique alors à ses côtés, accordant deux minutes à cette

À votre tour

Un plaisir retrouvé

YVES DESLAURIERS

L'auteur est un résident de Prévost.



C'ÉTAIT DURANT le congé des Fêtes. Il était 19h30 et Dame Nature avait revêtu une robe de soirée magnifique. J'avais de plus en plus le goût d'être de ceux qui s'exclament devant les beautés de la nature et qui profitent de la vie. On aurait dit que je ressentais tout à

coup le besoin de me convaincre de façon définitive d'aller jouer dehors. Craignant d'être vu et ne voulant pas qu'on dise de moi que j'étais indiscret, je me suis donc contenté d'une légère ouverture dans les rideaux du salon : des jeunes, patins et bâton de hockey à la main, défilaient devant chez moi en direction de la patinoire.

Soudain, une envie irrésistible de les imiter m'a envahi. Mon équipement de hockey a pris le chemin des rebuts depuis longtemps ; mais, allez savoir pourquoi, je possède toujours un bâton et des patins neufs au cas où. J'ai réfléchi un instant, réalisant d'un coup que je venais de retrouver un cœur et une énergie de jeune garçon pressé de rejoindre les autres. Surpris, un peu gêné, j'ai donné libre cours à mon excitation en feignant quelques folies de peur d'être démasqué. J'ai pris gants, casquette, manteau, patins, bâton de hockey et je me suis dépêché vers la patinoire située à deux pas de chez moi.

Première surprise

Oh ! Première surprise ! Mes bras ne réussissaient plus à atteindre mes pieds ! À force de pirouettes, de contorsions, de plans ingénieux et au prix de beaucoup de sueur et d'essoufflement, j'ai finalement réussi à chausser mes patins. Heureusement, c'était la seule pièce d'équipement nécessaire. Sans attendre, j'ai bondi à l'extérieur pour atténuer mes chaleurs. Là, j'ai risqué mes premiers pas sur la glace raboteuse qui mène à la patinoire. Comme ma souplesse était diminuée par des bourrelets accrus, je me suis vite confondu en interjections qui accompagnaient mes pertes d'équilibre et qui trahissaient une habileté perdue. « Oups ! » « Wow ! » « Merde ! » « Voyons ! » « Eh misère ! » « Enfin ! »

Je me rappelais bien comment patiner, mais les commandes de mon cerveau ne semblaient pas recevoir la réponse attendue. J'ai continué et, lentement, j'ai retrouvé un certain rythme. Tellement qu'une jeune fille m'a demandé si j'avais déjà joué dans la Ligue nationale de hockey...

Ma période de réchauffement fut de courte



Yves Deslauriers a retrouvé un plaisir oublié depuis longtemps, celui de jouer simplement pour s'amuser.

durée, car déjà des membres du groupe, soit par compassion, soit par gentillesse, soit pour m'inviter à partager avec eux le plaisir de s'amuser tout bonnement, m'ont fait une place parmi eux. J'ai bien essayé quelques vieux trucs pour les épater, mais sans succès et je suis vite revenu à l'esprit qui animait tous et chacun : jouer pour s'amuser.

Après quelques minutes et ce, à l'aube de mes soixante ans, je venais de retrouver un plaisir oublié.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Deslauriers recevra une copie laminée de cette page.

PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Le silence de Dieu

NOËL LANDRY

L'auteur habite à Longueuil.

DEPUIS LE 11 septembre, selon les sondages récents, les gens se sont mis à prier un peu plus, les Églises ont vu leur fréquentation augmenter, spécialement celles qui prêchent le retour du Christ ou la fin du monde. Dieu répondra-t-il à toute cette ferveur ?

Plusieurs disent que la terre n'a jamais si mal tourné. À voir les guerres qui s'y déroulent, la famine qui sévit un peu partout au tiers-monde, la pollution qui augmente sans cesse, le terrorisme qui gagne du terrain, on pourrait croire qu'ils ont raison. Les événements du 11 septembre ont fait couler beaucoup d'encre. Des certitudes ont été ébranlées, des questions ont surgi.

La plus importante question qui a repris le devant de la scène est celle de l'avenir de l'humanité : sommes-nous abandonnés, laissés à nous-mêmes dans un monde de plus en plus violent, inéluctablement réduits à l'autodestruction finale ? Ou existe-t-il un espoir ?

Lorsqu'il s'agit du combat final, la cosmogonie de la plupart des religions prédit la victoire du bien sur le mal, après une lutte acharnée. Certaines font suivre cette guerre ultime d'un millénaire de paix. Qu'en est-il vraiment ? Sommes-nous en train de vivre l'Apocalypse ? Dieu s'est-il retiré pour permettre les derniers soubresauts

du Prince de ce monde ?

Les apparences sont souvent trompeuses et le domaine du spirituel n'échappe pas à cette règle. Toutes les plaies qui accablent l'humanité depuis quelques décennies semblent prouver que Dieu a choisi d'opposer le silence à nos prières. S'il est le Maître incontesté de la création, pourquoi n'intervient-il pas, entend-on souvent. Dieu n'existe pas et la prière est une béquille pour les faibles, dit-on aussi, amèrement.

Pour moi, l'existence d'un être d'amour, non matériel, à la source de la création, ne fait aucun doute. Mais j'ai aussi la certitude d'avoir reçu le libre-arbitre. Peut-être devons-nous chercher la réponse à nos misères dans l'expression de ce libre-arbitre ? Peut-être que le silence de Dieu est un silence que nous lui avons imposé par nos actions des derniers 6000 ans ? Peut-être que l'heure de la maturité est à nos portes si nous osons reconnaître que nous sommes responsables du gouffre dans lequel nous sommes enfoncés ? Peut-être que si nous prenons la responsabilité de nos erreurs, que nous assumons les conséquences de nos actes, que nous retroussons nos manches pour arracher la mauvaise herbe de nos coeurs, nous forcerons Dieu à se manifester ?

La terre a grand besoin de chevaliers de l'Amour...

Fini le monopole !

RAYNALD BANVILLE

VOILÀ T'Y PAS, apprend-on, que Bell nous fait le coup du téléphone. Le « chat » sort du sac ! Fallait voir, l'autre jour, la relationniste de Bell se débattre en vain dans les pattes de ce diable de Mongrain à la télé. Je parie que son boss lui a téléphoné après l'émission...

Bell a beau nier l'évidence et prétexter sa vertu, personne n'est dupe. On se fait four... sur toute la ligne ! Bell dit ne pas pouvoir faire mieux. Ben voyons donc ! « Désolé, mais toutes nos lignes sont présentement occupées... »

Vous en voulez un, un exemple, un vrai ? L'an dernier, mon père est tombé gravement malade pendant des mois. J'ai alors dû multiplier par quasiment dix mes appels interurbains auprès de mes proches, qui habitent une autre ville.

Mes comptes de téléphone ayant pris du « muscle », j'ai appelé Bell, leur expliquant la situation et leur demandant s'il n'avait pas un forfait plus avantageux compte tenu de mes nouveaux besoins interurbains.

Cient fidèle, j'avoue, je m'attendais à un peu de compassion. Rien à faire, m'a-t-on signifié. Simplitel à 0,10 \$ la minute, rien d'autre. J'ai essayé de nouveau, mais « ceci est un message enregistré ». J'ai raccroché, en beau pétard !

Coup du hasard, quelques jours plus tard, le téléphone sonne : c'est Sprint. On m'offre 0,07 \$ la minute (en tout temps à part de ça !) et une foule d'autres petits avantages dont une ligne « 1-800 » pour prendre mes



Les bons côtés de la concurrence, selon Raynald Banville.

appels sur répondeur quand je suis à l'extérieur. Marché conclu en moins de temps qu'il n'en faut pour courir le 100 mètres !

Peu de temps après, qui me relance, pensez-vous ? Vous avez deviné ! Et voilà qu'on m'en offre tout autant. Ça m'a troué le « sli-bard », comme dit mon cousin français. J'ai dit oui, non sans d'abord leur dire ma façon de penser ! Morale ? « Arranger » Bell, c'est la meilleure façon de pas se faire... t'sé veut dire.

Sachez, si j'ai accepté, que c'est seulement pour m'éviter d'avoir l'inconvénient de gérer deux factures de téléphone par mois, une

pour les « locaux », l'autre pour les interurbains. Pour aucune autre raison. Et je me réjouis à la seule idée que Sprint tripatouille maintenant dans la téléphonie locale. Fini le monopole !

Au fait, mon père n'est plus (Dieu ait son âme...). Mes mégafactures d'interurbains non plus. Il n'empêche : mon forfait à 0,07 \$ est resté le même. Des « ostis-toastés-des-deux bords », aurait dit p'pa. Alors n'hésitez pas ! Appelez Bell, plaignez-vous. Comme ça, si la ligne ne dérougit pas, à défaut d'obtenir raison, au moins allez-vous forcer la compagnie à réembaucher des téléphonistes...

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Fier et... muet

CHANTAL JARRY

L'auteur est Montréalais.

LE VAGABONDAGE est une triste réalité qui remonte à fort longtemps, mais dont le taux a constamment augmenté depuis la fermeture des hôpitaux psychiatriques.

Je fus intervenante dans ce domaine pendant plusieurs années. Présentement, je travaille auprès des enfants du quartier Centre-Sud de Montréal. Après avoir côtoyé des adultes toxicomanes aux prises avec de nombreux problèmes d'ordre émotionnel, je me retrouve soudainement dans l'univers des enfants. J'ai l'impression que ces enfants sont précisément les futurs adultes que j'avais connu dans le réseau des sans-abri.

En effet, combien de ces hommes amochés m'avaient confié, comme dans le secret du confessionnal, leurs mésaventures de jeunesse dans un milieu familial misérable.

Je me retrouve, fort bizarrement, projetée dans le passé de ces malheureux, avec ces enfants qui, eux, vivent les mêmes tourments au présent.

Je pense particulièrement à un petit de huit ans souffrant de surdité partielle et accusant un retard scolaire. Sa révolte intérieure est déjà gravée dans son regard. Sa mère ne peut défrayer les 50 sous quotidiens requis pour que l'enfant bénéficie d'un repas chaud le midi, elle est d'ailleurs reconnue pour la surconsommation de calmants. J'ai laissé la dette du petit s'étirer le plus longtemps possible et sa mère n'a jamais réglé la facture. Évidemment, lors d'un contrôle, ma patronne s'en est rendue compte et elle m'a obligé à ne plus lui servir de repas.

Le lendemain, dans la grande salle de gymnase, là où plusieurs enfants mangent leur lunch sous la surveillance de deux personnes débordées, je suis allée le voir. Son dîner se composait d'un morceau de poivron vert et de deux tranches de fromage jaune emballées dans un Cellophane. J'ai été attentive pendant quelques jours à ce qu'il mangeait et ça n'avait aucun sens. Comme nous avons à l'école quelques lunches de dépannage, je lui ai refilé de la nourriture, en catimini, dans des sacs bruns, jusqu'à la fin de l'année. Rien n'apparaissait dans la comptabilité. Il se contentait de prendre le sac, sans dire un mot. Il ne me demandait rien et son indifférence à mon égard me dépassait. Il semble que sa révolte intérieure l'ait rendu fier et muet.

Il ne m'a jamais remercié et je crois sincèrement qu'il a eu raison de ne pas le faire. Il n'attend plus rien de personne et pour cause. On l'a abandonné dans sa souffrance et ça, il le sait dans son cœur et dans sa tête. Aucun pardon n'effacera quoique ce soit.

Sauvons l'homme des cavernes !

GAÉTAN BOUCHARD

L'auteur réside à Trois-Rivières.

DANS LA GRÈCE antique, il y avait un sans-abri qui s'appelait Diogène... Il vivait dans un tonneau aux limites d'Athènes. Il refusait les normes sociales et voulait un culte à sa liberté, fusse-t-elle aussi difficile à vivre que celle d'un chien errant. C'est pourquoi notre bonhomme tenait à se présenter sous le nom de Diogène le Chien.

À cette époque, il n'y avait pas de travailleurs sociaux et Diogène n'était pas un malade mental. C'était tout bonnement un philosophe... Platon et compagnie railaient sa vision du monde. Elle a néanmoins traversé les siècles pour se rendre jusqu'à nous.

Alexandre le Grand lui-même fut impressionné par ce zigoto. Il vint à sa rencontre pour s'entretenir avec lui. Alexandre le Grand, le conquérant d'un empire, vit le Chien, tout sale, assis dans les débris, et lui demanda s'il pouvait faire quelque chose pour lui. Diogène lui répliqua : « Ôte-toi de mon soleil, tu me fais de l'ombre. » Sur cette réplique laconique, Alexandre le Grand retourna conquérir le monde en laissant notre homme se dorner la couenne au soleil.

On parle beaucoup des sans-abri depuis l'éviction des gueux qui s'étaient installés dans des cabanes de panneaux électoraux, sous les bretelles d'une autoroute. On ne parle pas beaucoup aux sans-abri, cela dit. La grandeur s'est perdue depuis Alexandre le Grand...

Si d'aventure on laissait parler les vagabonds, au lieu de s'adresser à tous ceux qui sont payés pour dire que les sans-abri sont fous, on serait sans doute surpris et choqués de les entendre nous dire qu'ils sont libres, dans leurs tonneaux ou leurs huttes en contreplaqué.

Nos Diogène ne veulent pas vivre dans des maisons de fous. Ils préfèrent crever de froid, protégés par la souris ineffable de M. Tremblay, plutôt que d'être parqués comme des prisonniers politiques dans des refuges qui s'apparentent à l'univers concentrationnaire. À la limite, je suppose que nos Diogène se sentiraient plus à l'aise en prison que dans les refuges pour sans-abri.

Je vous laisse méditer là-dessus, mesdames et messieurs les travailleurs sociaux. Je vais appeler à la Société protectrice des animaux pour savoir s'il existe un programme de secours pour nos hommes des cavernes...

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Anne Claire Poirier

L'industrie du cinéma québécois rendra hommage à Anne Claire Poirier au prochain gala des Jutra.

JEAN-PAUL SOULIÉ

La cinéaste Anne Claire Poirier recevra le prix-hommage lors de la Soirée des Jutra, le 17 février prochain. Réalisatrice, scénariste et productrice, Anne Claire Poirier a travaillé pendant plus de 35 ans à l'Office National du Film. Elle a réalisé 15 films et documentaires, et en a produit 17 autres. Depuis son premier long métrage *De mère en fille*, sorti en 1968, dans lequel elle explore les émotions et les angoisses d'une femme enceinte jusqu'au très personnel et émouvant *Tu as crié LET ME GO*, elle n'a pas cessé de s'intéresser à la condition féminine et au contexte social de son temps. *La Presse* souligne la remise du Jutra-hommage 2002 à Anne Claire Poirier et la nomme la *Personnalité de la semaine*.

Anne Claire Poirier est née à Saint-Hyacinthe dans une famille aisée de commerçants qui auront trois enfants. Elle fait ses études, jusqu'au bac, chez les soeurs de la Présentation de Marie, puis s'inscrit à la fac de droit de l'Université de Montréal. Elle y obtiendra sa licence mais ne fera jamais l'école du barreau. Elle se souvient qu'à cette époque-là, déjà, beaucoup de choses étaient en mutation. «Je pense que j'avais déjà des petites tendances sociales. Je m'intéressais à la cour juvénile, mais au cours des années 50, les travailleurs sociaux ont supplanté les avocats dans ce domaine. Il aurait fallu faire trois années de plus à l'Université. J'ai dit non.»

En même temps qu'elle étudiait le droit, Anne Claire Poirier suivait, de 1953 à 1957, des cours au conservatoire d'art dramatique. Ces premiers emplois, elle les décroche à Radio-Canada. Elle fait des entrevues, de la critique de théâtre, et joue même dans des pièces radiophoniques. «Il n'y avait pas d'école de cinéma. Mais pour moi et mon groupe de copains, c'était notre passion. Nous allions voir certains films de Vittorio de Sica six ou sept fois de suite, dans les anciens cinémas de la rue Saint-Laurent, au Verdi et

dans d'autres salles qui ont disparu. Pour nous, le cinéma avait quelque chose à voir avec la magie. Je ne pensais pas que j'en ferais un jour!»

Un événement allait changer la vie d'Anne Claire Poirier: le déménagement de l'Office National du Film d'Ottawa à Montréal. La section de production française était petite, mais l'ONF avait derrière lui une tradition, c'était déjà une école du documentaire de tradition britannique avec des noms comme Colin Low, Norman McLaren. Autour d'eux se sont groupés des gens sans formation, venus de toutes sortes de disciplines. Claude Jutra venait de la médecine, Roger Garceau était agronome, Jean Beaudin venait des arts graphiques, Jacques Godbout et Clément Perron de la littérature. «Peu d'entre nous avaient déjà touché à une caméra. Dans l'ensemble, nous avons appris sur le tas.»

De ces années d'apprentissage, Anne Claire Poirier retient l'extraordinaire brassage de projets. «Nous participions beaucoup aux films des autres. Je me souviens d'avoir été au Forum pour faire un film sur la lutte avec Gilles Groulx, Claude Fournier et Michel Brault. Même chose pour les *Zouaves pontificaux*, ou les *Raquetteurs* de Gilles Groulx.»

À travers ces découvertes, elle va passer de l'écriture des textes au montage, puis à la réalisation. Les anglophones qui regardent bouillir cette marmite dans un coin de l'ONF sont évidemment un peu surpris du choix des sujets. «On avait une notion très différente du patrimoine, note Anne Claire Poirier avec un sourire. Quant à moi, j'ai été la première femme à réclamer les mêmes droits que tout le monde. Les femmes étaient encore en général au montage, parfois elles étaient assistantes. Il n'y a pas eu de problème: c'est toujours comme ça quand on est une exception.»

Les sujets qu'elle voulait aborder ne faisaient certes pas l'unanimité. «Mais les années 60 étaient des années très dynamiques. Les choses bougeaient beaucoup, et à l'ONF



«Je n'ai jamais fait de films commerciaux. Et pourtant mes films ont marché. (...) On méprise trop le spectateur. Il faut de la nourriture pour tous. L'être humain n'est pas seulement riant et amusé.»

Photo PIERRE CÔTÉ, La Presse ©

nous jouissions d'une liberté exceptionnelle, tant au niveau des sujets que de la forme. Il n'y avait aucune rigidité, pas de règles, et aujourd'hui on peut dire que l'ONF a été à la base de tout le cinéma québécois.»

«Je n'ai jamais fait de films commerciaux, note Anne Claire Poirier. Et pourtant mes films ont marché. *Mourir à tue-tête*, de 1979, est toujours projeté et est malheureusement toujours d'actualité. On méprise trop le spectateur. Il faut de la nourriture pour tous. L'être humain n'est pas

seulement riant et amusé. Mais pour des sujets durs ou sérieux, il est difficile de trouver du financement. C'était possible grâce à l'ONF.

«Entreprendre un film, dit Anne Claire Poirier, c'est se donner le droit de se tromper. Autrement, on applique une recette et ce n'est pas intéressant. On peut briser un silence sur un sujet. Même si on ne change pas les mentalités avec un film, il faut apporter notre goutte d'eau, notre petite affaire, si on sent qu'on a quelque chose à apporter.»



Photos ARMAND TROTTIER, La Presse ©



Retrouvez
La personnalité de la semaine
La Presse/
Radio-Canada
demain matin

radio **Première** CHAÎNE

René Homier-Roy
C'est bien meilleur le matin
du lundi au vendredi
de 5h à 9h

95.1 FM Montréal

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre
et Gaston Lepage

du lundi au vendredi
de 9h à 10h

Radio-Canada
Télévision